



CAISSE REGIONALE DE CREDIT AGRICOLE MUTUEL NORD DE
FRANCE

Société coopérative à capital et personnel variables.

Siège social : 10, avenue Foch, B.P. 369, 59020 Lille Cedex.

440 676 559 R.C.S. Lille.

Rapport financier semestriel

Au 30 juin 2008

www.ca-norddefrance.fr

SOMMAIRE

| | |
|---|---------|
| <u>PARTIE I</u> : RAPPORT SEMESTRIEL D'ACTIVITE | PAGE 3 |
| <u>PARTIE II</u> : COMPTES CONSOLIDES CONDENSES | PAGE 27 |
| <u>PARTIE III</u> : DECLARATION DES PERSONNES RESPONSABLES | PAGE 59 |
| <u>PARTIE IV</u> : RAPPORT DES CONTROLEURS LEGAUX SUR L'EXAMEN LIMITE DES COMPTES | PAGE 60 |

Partie I : Rapport semestriel d'activité

I / Environnement économique et activité

Dans ce contexte difficile, l'activité de banque de détail, relayée par les fruits d'une diversification affirmée, permet à la Caisse régionale de poursuivre son développement sur son territoire et ses marchés.

Avec un total de 18,5 Mds d'euros, les encours de collecte de la caisse régionale auprès de la clientèle progressent de 2,1 %, malgré l'impact de la baisse des marchés boursiers, le ralentissement de l'assurance-vie et la poursuite de la décollecte sur l'épargne logement.

Le volume total des encours de crédits de la caisse régionale (15,7 Mds d'euros) progresse de 11,7 %, tiré notamment par la hausse des crédits d'équipement (+ 17,9 %), traduction de la confiance des acteurs économiques dans la solidité des fondamentaux de l'économie.

Dans un contexte de remontée progressive des taux, les encours de crédits à l'habitat progressent encore de 10,9 %, marquant ainsi clairement la volonté de la Caisse régionale d'écarter toute restriction dans sa politique de distribution du crédit aux ménages emprunteurs et de tirer profit de sa diversification dans la filière immobilière.

La poursuite du plan de conquête de nouveaux clients (+ 23 000 au premier semestre) et de l'équipement des clients en assurances (+ 19 500 contrats) et en services permet d'afficher une amélioration de 7,7 % des commissions perçues.

Toutefois, la Caisse régionale de Crédit Agricole Nord de France n'échappe pas aux effets de la crise financière; la baisse des marchés boursiers, entamée au second semestre 2007 et amplifiée depuis le début de l'année 2008, et l'accroissement du coût de la liquidité sur les marchés interbancaires font sentir leurs effets sur le résultat social de la caisse régionale du premier semestre de l'année 2008.

II / Evènements récents

Début juillet 2008, le Crédit Agricole Nord de France a participé à l'augmentation de capital de la SAS La Boétie à hauteur de 136,4 M€ par consolidation des avances en comptes courant réalisées en juin 2008. Ces avances ont permis à la SAS La Boétie de participer à l'augmentation de capital de Crédit Agricole SA dont elle est l'actionnaire majoritaire.

Fin juillet 2008, les structures d'investissement gérées et conseillées par Vauban Partenaires et Participex Gestion ont signé un protocole d'accord de rachat des enseignes du Furet du Nord. Parmi ces structures, on retrouve Vauban Finance et Participex, filiales du Crédit Agricole Nord de France. Cette opération, dont le dénouement est prévu fin septembre, constitue un investissement de 25 M€, dont une partie sera réalisé par un financement de la Caisse régionale.

III / Présentation des Etats Financiers

III - 1 / Changements de principes et méthodes comptables

Application du référentiel IAS/IFRS

Les comptes consolidés semestriels résumés du groupe Caisse régionale de Crédit Agricole Nord de France ont été établis conformément aux normes IAS/IFRS telles que décrites dans la note 1 de l'annexe aux états financiers.

Changements de méthode comptable

Aucun changement de méthode comptable n'est intervenu au cours du 1^{er} semestre 2008.

III - 2 / Evolution du périmètre de consolidation

Le périmètre de consolidation n'a pas évolué depuis le 31 décembre 2007. Comparativement au 30 juin 2007, le périmètre de consolidation a été élargi à :

- la SCI Quartz Europe, qui porte un immeuble de bureau situé dans Euralille, le quartier d'affaires de la métropole Lilloise
- la SA Arcadim, structure détenue à 65% qui porte le 1^{er} réseau d'agences immobilières de la région Nord-Pas-de-Calais avec 58 agences
- la SA SEDAF, société foncière. Les actifs de la SA SEDAF dans la promotion immobilière ont été apportées à Palm Promotion, dont la Caisse régionale est actionnaire à hauteur de 30%.

IV / Résultats sociaux et consolidés

IV - 1 / Résultats sociaux (Caisse Régionale seule)

| En millions d'euros | Résultat social | |
|------------------------------|-----------------|---------------------|
| | Fin juin 2008 | Evolution sur un an |
| Produit Net Bancaire | 300,3 | - 7,4 % |
| Résultat Brut d'Exploitation | 152,1 | - 17,2 % |
| Résultat Net | 123,1 | -3,3 % |
| Coefficient d'Exploitation | 49,3 % | +5,9 p |

La progression des volumes de ressources et de crédits ne compense que partiellement la contraction des marges et l'accroissement du coût de la liquidité, impactant à la baisse le Produit Net Bancaire d'activité (-6%), tandis que le compartiment gestion des fonds propres, en retrait contenu à -10,9%, résiste à la forte baisse des marchés boursiers.

Les charges de fonctionnement, en progression de 5,4 %, enregistrent la poursuite du programme de modernisation du réseau d'agences dans le cadre du concept Proxima (167 agences transformées au 30 juin 2008), et l'accroissement des investissements pour accompagner le développement du multi canal.

Le maintien d'une vigilance attentive et exigeante sur la qualité des risques, soutenue par l'évolution favorable de quelques dossiers significatifs, permet à la Caisse d'afficher un taux de créances douteuses et litigieuses de 1,77 % sur le total des encours de crédits.

IV - 2 / Résultats consolidés

| <i>en M€</i> | Réel | Réel | Evolution en % |
|-------------------------------------|--------------|--------------|----------------|
| | 30/06/2007 | 30/06/2008 | 2008 / 2007 |
| P.N.B. | 310,0 | 452,6 | 46,0% |
| Charges de fonctionnement | 174,0 | 193,5 | 11,2% |
| R.B.E. | 135,9 | 259,1 | 90,7% |
| Coût du risque | 7,2 | 2,4 | -66,6% |
| Résultat d'exploitation | 128,7 | 256,7 | 99,4% |
| Mise en équivalence | 2,3 | 1,1 | NS |
| Résultat net sur actif immobilisé | 0,2 | 1,4 | NS |
| Ecart d'acquisition | 0,0 | 0,0 | NS |
| Résultat net exceptionnel | 0,0 | 0,0 | NS |
| Résultat courant avant impôt | 131,3 | 259,2 | 97,5% |
| Impôt sur les bénéfices | 30,1 | 77,1 | 156,3% |
| RESULTAT NET | 101,2 | 182,2 | 80,1% |
| Intérêts minoritaires | 1,6 | 2,8 | 80,9% |
| RESULTAT NET PART DU GROUPE | 99,6 | 179,4 | 80,0% |
| Coefficient d'exploitation | 56,2% | 42,7% | -13,4% |

Le contexte de l'évolution des marchés financiers et l'impact des règles IAS et de leur application dans le domaine du refinancement et de sa couverture ont conduit la Caisse régionale à restructurer et réorganiser le portefeuille de hors bilan. L'ensemble des ajustements de juste valeur des portefeuilles concernés explique une croissance du PNB consolidé de 46%. Au final le résultat net consolidé part du groupe progresse de près de 80M€ provenant pour moitié de la restructuration du portefeuille de BMTN à nouveau éligible à la comptabilisation au coût historique. L'autre moitié s'explique par la réduction de la prise de risque hors bilan de la banque qui a dégagé des profits importants au cours du 1er semestre 2008.

L'évolution des charges de fonctionnement s'explique par la poursuite du programme de modernisation du réseau d'agences dans le cadre du concept Proxima (167 agences transformées au 30 juin 2008), et l'accroissement des investissements pour accompagner le développement du multi canal. L'intégration dans le périmètre de consolidation des nouvelles structures immobilières non présentes en juin 2007 contribue également à la progression des charges.

| <i>en M€</i> | juin 2007 | juin 2008 | Evolution | |
|--|-------------|--------------|-------------|---------------|
| | | | en M€ | en % |
| Pôle Bancassurance France | 88,4 | 172,4 | 84,0 | 94,9% |
| Pôle Bancassurance Belgique | 8,4 | 5,8 | -2,6 | -30,8% |
| Pôle Capital Investissement | -0,2 | -0,2 | 0,0 | -13,0% |
| Pôle Immobilier | 3,0 | 1,4 | -1,7 | -55,1% |
| Résultat consolidé Nord de France | 99,6 | 179,4 | 79,7 | 80,0% |

Le pôle **Bancassurance France** progresse fortement suite à la restructuration et la réorganisation du portefeuille de hors bilan de la Caisse Régionale.

Le résultat du pôle **Bancassurance Belgique** est pénalisé par son activité de gestion de portefeuille. Depuis septembre 2007, le Crédit Agricole Belge propose, d'une part, ses propres assurances sur le marché, et commercialise, d'autre part, sous son label, des produits financiers d'assurances, notamment en assurances emprunteurs. A cet effet, un accord de distribution a été conclu avec AXA Belgium. Le Crédit Agricole Belge est ainsi devenu bancassureur avec la création de la société Crédit Agricole Assurances.

Le **Pôle de Capital Investissement** est équilibré. Vauban Finance et Participex, les deux sociétés qui composent ce pôle constituent des fonds d'investissement (FCPR, FIP) au profit de la Caisse Régionale et de ses clients. La création du FCPR Participex 1 pour 35 M€ en mars 2008 renforce la position de cette filiale de Crédit Agricole Nord de France sur le marché des Entreprises.

Le **Pôle immobilier** est pénalisé par un effet de base favorable au premier semestre 2007 lié au boni de première consolidation de la SAS Créer. La SAS JPF, devenue la SAS NDFI (Nord de France Immobilier), a distribué son premier dividende au titre de l'année 2007 (0,9M€).

V / Structure financière

V - 1 / Les Fonds propres

| <i>en M€</i> | | 31/12/2007 | 30/06/2008 | Evolution 2008/2007 |
|--|-----|----------------|----------------|------------------------|
| Capitaux Propres Part du Groupe | | 2 722,2 | 2 505,9 | -216,2 |
| Capital Souscrit | (1) | 139,3 | 150,4 | 11,1 |
| Primes liées au capital | (2) | 410,5 | 417,3 | 6,9 |
| Réserves | (3) | 1 529,2 | 1 706,8 | 177,5 |
| Résultat | (4) | 213,8 | 179,4 | -34,4 |
| Ecart de réévaluation | (5) | 429,4 | 52,1 | -377,3 |

(1) et (2) : cette évolution résulte de l'option de réinvestissement du dividende du CCI en nouveaux titres.

(3) : part du résultat 2007 mis en réserve

(4) : résultat de l'exercice en cours

(5) : l'écart de réévaluation résulte principalement de la baisse de valorisation des titres de la SAS La Boétie qui regroupe la participation des Caisses régionales dans Crédit Agricole SA.

V - 2 / Le Certificat Coopératif d'investissement de la Caisse Régionale

L'Assemblée Générale a autorisé le distribution, au titre de l'exercice 2007, d'un dividende de 1,15 euros par titre avec la possibilité d'opter pour le paiement en certificats à émettre. Témoinnant de leur confiance en la solidité de la Caisse régionale, près de 50 % des porteurs ont opté pour le réinvestissement du dividende, autorisant la création de 461 688 nouveaux CCI.

La Caisse régionale a activé, à compter du 22 juillet 2008, son programme de rachat d'actions autorisé par l'assemblée générale mixte du 28 avril 2008. Au 22 août 2008, 7 580 titres ont ainsi été achetés pour un montant net de 111 813,87 euros.

V - 3 / Les parties liées

Sont décrites ci-après les transactions conclues avec les parties liées au cours du 1^{er} semestre 2008 :

- la CRCAM Nord de France a renforcé sa participation dans le capital de la société Participex pour un montant de 136 milliers d'euros portant sa détention à 87,96 %
- la CRCAM Nord de France a participé à l'augmentation de capital de la SAS Nord de France Immobilier à hauteur de 29,97 millions d'euros par apport de 10,82 millions d'euros en numéraire et 19,15 millions par incorporation de son compte courant
- la CRCAM Nord de France a accordé une nouvelle avance en compte courant à la SCI Quartz pour 300 milliers d'euros, les intérêts de l'année 2007 d'un montant de 794 milliers d'euros ont été capitalisés. Le solde du compte courant au 30/06/2008 est ainsi de 20,68 millions d'euros
- les intérêts 2007 de l'avance en compte courant accordée à la SCI Crystal, d'un montant de 1,08 millions d'euros, ont été capitalisés. Le solde du compte courant au 30/06/2008 est ainsi de 27,3 millions d'euros
- la société VAUBAN FINANCE a versé un dividende de 343 milliers d'euros à la Caisse régionale de Crédit Agricole Nord de France

VI / Résultats par secteur d'activité

VI - 1 / Définition des secteurs d'activité

Aucune modification dans la segmentation adoptée pour l'analyse sectorielle n'est intervenue au cours de l'exercice 2008.

VI - 2 / Analyse des résultats par secteur d'activité

Les transactions entre les pôles d'activité sont conclues à des conditions de marché (cf note 4 de l'annexe).

VII / La gestion des risques encourus par le Groupe

La Caisse régionale Nord de France met en œuvre des dispositifs de mesure, de surveillance et de maîtrise de ses risques (risques de contrepartie, de marché, de taux d'intérêt global, de liquidité, opérationnels) adaptés à ses activités, ses moyens et à son organisation. Ces dispositifs ont été renforcés dans le cadre de la démarche du Groupe Crédit Agricole de préparation de l'entrée en vigueur du nouveau ratio international de solvabilité « Bâle II » et font l'objet de contrôles réguliers.

La Caisse régionale a défini pour chaque facteur de risque, les limites et procédures lui permettant d'encadrer, de mesurer et de maîtriser les risques. Les critères d'intervention et les limites font l'objet **d'une validation par l'organe exécutif et d'une présentation annuelle à l'organe délibérant.**

La surveillance **des risques crédits, financiers et opérationnels au sein du groupe Crédit Agricole Nord de France est assurée par la Direction des risques et des contrôles permanents**, rattachée au Directeur général. Cette dernière s'assure notamment de la bonne adaptation et du respect des procédures de gestion de ces risques ainsi que du pilotage des projets dans ce domaine.

En outre, au sein de la Direction Financière, l'unité middle office est en charge de la surveillance des risques de marché, de liquidité et de couverture.

VII - 1 / Risque de crédit

Le **risque de crédit** désigne la possibilité de subir une perte si un emprunteur, un garant ou une contrepartie ne respecte pas son obligation de rembourser un prêt ou de s'acquitter de toute obligation financière.

Concernant les crédits, la Caisse régionale de Crédit Agricole Nord de France a défini des limites d'engagement associées à une politique de sélection, de division et de partage des risques, à des systèmes de notation et à des normes de mesure de risque. Les éventuels dépassements de limites font l'objet d'une présentation semestrielle au Conseil d'administration.

VII - 1 - 1 / Définition et organisation en place

L'activité crédit se répartit entre deux grandes filières :

- La banque de détail (marchés des Particuliers, des Agriculteurs, des Professionnels, des Associations),
- La banque corporate (marchés des Entreprises, des Collectivités et de la Promotion Immobilière)

La **politique crédits** rédigée et présentée au Conseil d'administration définit les conditions selon lesquelles le financement des besoins de la clientèle peut être réalisé. La Caisse régionale n'exclut par principe aucun secteur d'activité de son champ d'intervention. Pour autant, certains d'entre eux nécessitent une vigilance particulière, notamment en raison de risques significatifs de défaillance ou d'une sensibilité particulière aux risques de blanchiment d'argent.

Marché des Particuliers

Le financement des besoins privés et de l'habitat est essentiellement conditionné par le respect d'un ratio d'endettement acceptable ainsi que par la justification de la situation bancaire, notamment pour les prospects. Sont exclus les clients présentant des incidents caractérisés de paiement sur leurs comptes.

Marché des Professionnels et de l'Agriculture

La politique de crédit sur le marché des Professionnels vise à favoriser un développement qualitatif et ciblé, abordant les segments de manière différenciée avec un objectif de maîtrise des risques.

Sur le marché de l'agriculture, la Caisse régionale souhaite poursuivre l'accompagnement actif de l'ensemble des secteurs, tout en veillant à proposer les modalités de financement les plus appropriées à la situation des exploitations.

Pour ces deux marchés, l'approche du risque de contrepartie se fait selon cinq axes : critère personnel, critère financier, critère économique, critère patrimonial, et critère juridique. Par ailleurs, les délégations à l'octroi de crédits intègrent la note Bâle II.

Marché des Entreprises

La politique Risques de la Direction des Entreprises définit les règles relatives à l'octroi, à la mise en place et au suivi des concours accordés sur les marchés des PME/PMI, des Grandes Entreprises, des Coopératives, des Collectivités locales, de la Promotion Immobilière.

Concernant la sélection des risques, les principaux critères pris en compte sont les suivants :

- sur le marché des PME/PMI, Grandes Entreprises et Coopératives, la notation interne et externe de la contrepartie.
- sur le marché des Collectivités locales, la notation interne intégrant les indicateurs tels que la pression fiscale, l'endettement ou l'équilibre des comptes administratifs.
- sur le marché de la Promotion Immobilière : la qualité du programme, l'autofinancement ou le taux de pré-commercialisation.

Comités des Risques

Deux **Comités Techniques mensuels des Risques** fonctionnent au sein de la Caisse Régionale Nord de France :

- l'un traite des marchés de proximité en associant les Directions « Immobilier et Particuliers » et « Agriculture et Professionnels » avec les chefs de service concernés et la Direction Risques et Contrôles Permanents,
- l'autre est spécialisé sur le marché des Entreprises et réunit la Direction des Entreprises et International avec les Responsables des Centres d'Affaires, la Direction Risques et Contrôles Permanents et le service Juridique en charge des « Affaires Spéciales ».

Ces instances sont des lieux d'échanges et d'informations sur le risque des marchés de proximité et du marché des Entreprises. Elles permettent un examen des dossiers risqués encore suivis par le réseau, ainsi qu'un retour vers les services instructeurs des dysfonctionnements à l'origine de la défaillance ou des difficultés de recouvrement.

Au-delà, le **Comité des Risques**, instance officielle, se réunit mensuellement. Il est composé de la Direction Générale, des Directeurs « Immobilier et Particuliers » et « Agriculture et Professionnels », du Directeur des Entreprises et de l'International, du Directeur des Risques et Contrôles Permanents et des responsables des services Suivi des Risques, Contentieux et Juridique.

Il a vocation à suivre l'évolution globale du risque sur l'ensemble des marchés et à s'assurer de l'adéquation du niveau de couverture par les provisions. En fonction des informations qui lui sont apportées :

- il peut décider d'une éventuelle correction de la politique de Crédits (limites, règles de division et de partage des risques, sélection de la clientèle, critères d'exclusion, fixation des marges...),
- il peut adapter les procédures de la Caisse Régionale relatives à la gestion des dossiers en difficulté, ainsi que les règles générales de provisionnement,
- il arrête une position précise sur le traitement des principaux dossiers risqués (désengagement, restructuration, renforcement des garanties, partage des risques....) et fixe le niveau des provisions à constituer,
- il prend toutes les décisions qui lui paraissent nécessaires pour améliorer le fonctionnement de la filière risques.

VII - 1 - 2 / Méthode d'évaluation du risque de contrepartie : système de notation interne et mise en œuvre de la réforme Bâle 2

✓ **Sur la Banque de Détail :**

L'outil national de cotation LUC (Logiciel Unifié de Cotation), en place au sein de la Caisse régionale dans le cadre du projet Bâle II, reste piloté par Crédit Agricole SA.

La note Bâle II et son historique sont présents sur le poste de travail de l'ensemble des collaborateurs.

Le dispositif de validation des notes est défini par CASa dans le cadre d'un processus de fonctionnement récurrent (backtesting).

Sur les marchés de l'Agriculture et des Professionnels, l'usage de la note Bâle II dans les délégations d'octroi est opérationnel depuis 2006. Sur l'ensemble de la Banque De Détail, les indicateurs Bâle II sont utilisés, depuis mars 2008, dans le processus de traitement des paiements quotidiens.

✓ **Sur la Banque Corporate :**

- le logiciel ANADEFI utilisé pour les Entreprises et la Promotion Immobilière (MAIRICAM pour les Collectivités publiques) permet d'associer la probabilité de défaut attachée au grade obtenu. Quinze grades de notation (de A+ à E-) dont deux positions de défaut (F et Z) ont été déterminés,
- le logiciel OCE (Outil de Cotation Entreprises) permet d'associer la probabilité de défaut issue d'ANADEFI aux données clients, afin de calculer la perte attendue en cas de défaut. Il permet également de fixer le niveau de Fonds Propres Réglementaires nécessaires à la couverture des risques de crédit,
- le logiciel FRANE (Fonctions Réglementaires d'Accompagnement à la Notation des Entreprises) est un outil interne au groupe Crédit Agricole permettant la centralisation des informations relatives aux entreprises. Il vient compléter le dispositif Bâle II.

Le Comité Technique mensuel des Risques Entreprises constitue le lieu de reporting du dispositif de pilotage de l'ensemble des sujets et pratiques Bâle II « Corporate » : suivi opérationnel de la notation, contrôles, alertes et validations du défaut, revue de portefeuille sur critères Bâle II (revue annuelle des risques sensibles, revue trimestrielle des notes dégradées), arbitrage des propositions d'évolution et d'usage.

VII - 1 - 3 / Procédures en place pour assurer le suivi et la mesure des différents types de risques

Au-delà de la déclaration des Grands Risques et du **ratio de solvabilité européen**, qui s'élève à 12,20% au 30/06/2008, la Caisse régionale s'est fixées ses propres limites de risques, qui se déclinent en plusieurs catégories :

- Une **limite globale** qui fixe le cadre dans lequel l'encours global de crédit de la Caisse régionale doit s'inscrire : ratio « Toutes ressources CAM / Toutes créances » supérieur ou égal à 65%.
- Une **limite de risque maximum** par contrepartie sur les marchés de proximité.
- Des **limites de risque maximum** sur les contreparties corporate déterminées en fonction du segment de clientèle (entreprises et coopératives, collectivités locales et promotion immobilière) et du chiffre d'affaires réalisé. Des règles de partage des risques avec les autres établissements financiers sont également appliquées.

En outre, l'évolution des principaux indicateurs de risques fait l'objet d'un suivi particulier (entrées au contentieux, créances douteuses, retards de plus de 30 jours, cotations dégradées, créances restructurées, comptes débiteurs).

Enfin, des analyses spécifiques sont réalisées périodiquement sur certains segments d'engagements (crédits syndiqués, LBO, promotion immobilière, filières à risque).

Processus de gestion des risques

Sur la Banque De Détail :

Au delà des éléments de risques individuels de chaque client (dont la cotation Bâle 2) disponibles sur le poste de travail, le réseau de proximité dispose mensuellement d'états de détection des risques potentiels.

Le service Suivi des Risques, rattaché à la Direction des Risques et Contrôles Permanents, intervient auprès du réseau sur les débits hors délégation, dès le 8ème jour d'irrégularité (débit non autorisé ou dépassement d'ouverture de crédit) en priorisant ses interventions d'abord sur les notes dégradées. De plus, au-delà des applicatifs de traitement des paiements et de suivi des comptes débiteurs, des fichiers mensuels sont mis à disposition du Réseau pour le traitement des risques : dossiers à plus de 30 jours d'irrégularité (débits, retards prêts), découverts autorisés sans mouvement créditeur depuis 3 mois, différés cartes non couverts par le solde du compte. Enfin, il réalise, dans chacun des 27 Secteurs Commerciaux, une revue semestrielle de tous les dossiers en irrégularité de plus de 30 jours.

Les principaux dossiers entrés en CDL sont présentés en Comité Technique des Risques qui statue sur le niveau de provisionnement à appliquer et l'orientation à donner pour le traitement des dossiers.

Sur la Banque Corporate :

Plusieurs états sont mis à disposition des chargés d'affaires pour leur permettre de traiter mensuellement les situations les plus sensibles (nouveaux CDL, débits et retards prêts de plus de 30 jours, dégradations de cotation Banque De France...).

Les dossiers sont systématiquement passés en revue en cas de demande de nouveaux financements ou de renouvellement de lignes accordées. De même, les dossiers sont étudiés lors de la réception des nouveaux documents comptables.

De plus, le Comité Technique des Risques examine mensuellement les dossiers en irrégularité de plus de 60 jours (débit irrégulier ou retard de prêt), les dossiers dont la notation s'est fortement dégradée ainsi que les dossiers suivis en Affaires spéciales (encours significatifs en procédure amiable, déclassés en créances douteuses).

Par ailleurs, des revues de portefeuille sont réalisées une fois par an sur l'ensemble des dossiers Entreprises ayant une cotation ANADEFI et Banque de France dégradée, et ce, indépendamment de l'évolution de la cotation.

Garanties reçues et autres facteurs d'amélioration du risque de crédit

Intervention de FONCARIS

FONCARIS est une société de caution mutuelle, filiale de Crédit Agricole S.A., dont l'objet est de couvrir, à hauteur de 50%, les risques les plus importants pris par les Caisses régionales sur les entreprises (hors promotion immobilière, fonds propres et opérations de trésorerie). Selon l'option choisie par la Caisse régionale Nord de France, les engagements dépassant 5% de ses Fonds propres sont éligibles à cette garantie.

Intervention d'autres organismes

Pour les Particuliers, le risque peut être partagé avec la CAMCA ou avec le Crédit Logement.

Pour les Entreprises, la Caisse régionale recherche le partage de ses risques auprès des autres Caisses régionales, mais également auprès d'organismes tels que OSEO/SOFARIS, le FEI (Fonds européen d'investissement), le FRG (fonds régional de garantie), CA LEASING, EUROFACTOR...

VII - 1 - 4 / Evolution de l'exposition au risque de crédit

Evaluation des dépréciations et couverture du risque

La Caisse régionale Nord de France applique, depuis le 1er janvier 2003, le règlement 2002-03 du 12 décembre 2002 du Comité de la Réglementation Comptable sur le risque de crédit. Ce dernier a notamment pour conséquence la création de nouvelles catégories de créances en comptabilité.

Ainsi, **sont considérées comme douteuses** les créances de toute nature, même assorties de garanties, présentant un risque avéré correspondant à l'une des situations suivantes :

- **lorsqu'il existe un ou plusieurs impayés depuis trois mois au moins** (ou neuf pour les créances sur les collectivités locales compte-tenu des caractéristiques particulières de ces crédits),
- **lorsque la situation d'une contrepartie présente un risque avéré**, indépendamment de l'existence de tout impayé. C'est notamment le cas lorsque la situation financière apparaît dégradée au travers de la cotation ou en cas d'éléments extérieurs (existence de procédures d'alerte, par exemple),
- **en cas de procédures contentieuses**, notamment les procédures de surendettement, redressement judiciaire, règlement judiciaire, liquidation judiciaire, faillite personnelle, liquidations de biens ou d'assignations devant un tribunal international.

Au 1^{er} semestre 2008, le niveau des risques a légèrement augmenté, l'encours de CDL en capital et intérêts s'élevant à 281 M€ au 30 Juin 2008 contre 274 M€ fin 2007, principalement sur les marchés des Particuliers (tensions sur l'habitat) et des Agriculteurs (effet saisonnalité). Sous l'effet de la progression de l'encours des créances, **le taux de CDL** s'affiche en diminution à 1,77% contre 1,79% fin 2007.

Les créances douteuses font systématiquement l'objet d'une provision. Après prise en compte des 11M€ de provisions constituées par les Caisses Locales au titre de leur activité de cautionnement d'une partie des engagements de la Caisse Régionale, le ratio de couverture des créances douteuses par les provisions s'élève à et 69,06% contre 74,3% fin 2007, en raison du dénouement de dossiers provisionnés à 100% sur le marché des entreprises.

La Caisse régionale fait usage des résultats issus des traitements Bâle II (perte attendue) sur les marchés de proximité (LUC) ainsi que sur le marché des Entreprises, Collectivités Publiques et Promotion Immobilière (OCE) pour constituer une **provision générale crédits** dans le cadre des préconisations de Crédit Agricole SA : au 30 juin 2008, cette provision s'élève à 32,5 M€.

Par ailleurs, certaines **filières** « à risque » des marchés des Professionnels et de l'Agriculture font l'objet d'une provision spécifique pour un montant global de 7,9 M€ à fin juin 2008.

Enfin, s'ajoute une **provision sur les créances faisant l'objet d'un plan de surendettement** pour tenir compte de leur fragilité et du risque significatif de défaut. Au 30 juin 2008, cette provision s'élève à 1,5 M€.

Exposition maximale

| En millions d'euros | 30.06.2008 | 31.12.2007 |
|--|-------------------|-------------------|
| Actifs financiers à la juste valeur par résultat | 184,6 | 170,5 |
| Instruments dérivés de couverture | 27,0 | 17,1 |
| Actifs disponibles à la vente | 1 928,0 | 2 569,3 |
| Prêts et créances sur les établissements de crédit | 620,1 | 358,4 |
| Prêts et créances sur la clientèle | 17 565,3 | 16 718,2 |
| Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance | 179,9 | 171,6 |
| EXPOSITION DES ENGAGEMENTS DE BILAN (nets de dépréciations) | 20 504,8 | 20 005,1 |
| Engagements de financements donnés | 3 833,0 | 3 620,6 |
| Engagement de garantie financière donnés | 597,1 | 489,2 |
| Provisions - Engagements par signature | (12,4) | (16,1) |
| EXPOSITION DES ENGAGEMENTS HORS BILAN (nets de provisions) | 4 417,7 | 4 093,6 |
| TOTAL EXPOSITION NETTE | 24 922,5 | 24 098,7 |

Exposition par agent économique

| En millions d'euros | 30.06.2008 | | | | | TOTAL |
|---|-----------------|-----------------|---------------------------------|---------------------------|---|-----------------|
| | Encours bruts | Encours douteux | Dépréciations / Encours douteux | Encours douteux compromis | Dépréciations / Encours douteux compromis | |
| Administrations Centrales | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| Institutions non établissements de crédit | 1 734,5 | 1,3 | -0,1 | 0,0 | 0,0 | 1 735,6 |
| Etablissement de crédit | 1 200,6 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 1 200,6 |
| Grandes Entreprises | 5 007,5 | 34,9 | -15,9 | 43,1 | -28,0 | 5 041,5 |
| Clientèle de détail | 10 665,3 | 95,7 | -41,4 | 110,7 | -62,6 | 10 767,6 |
| Total * | 17 407,3 | 131,8 | -57,4 | 153,7 | -90,6 | 18 745,3 |
| Créances rattachées nettes | | | | | | 111,8 |
| Dépréciations sur base collective | | | | | | -41,9 |
| Valeurs nettes au bilan | | | | | | 18 815,2 |

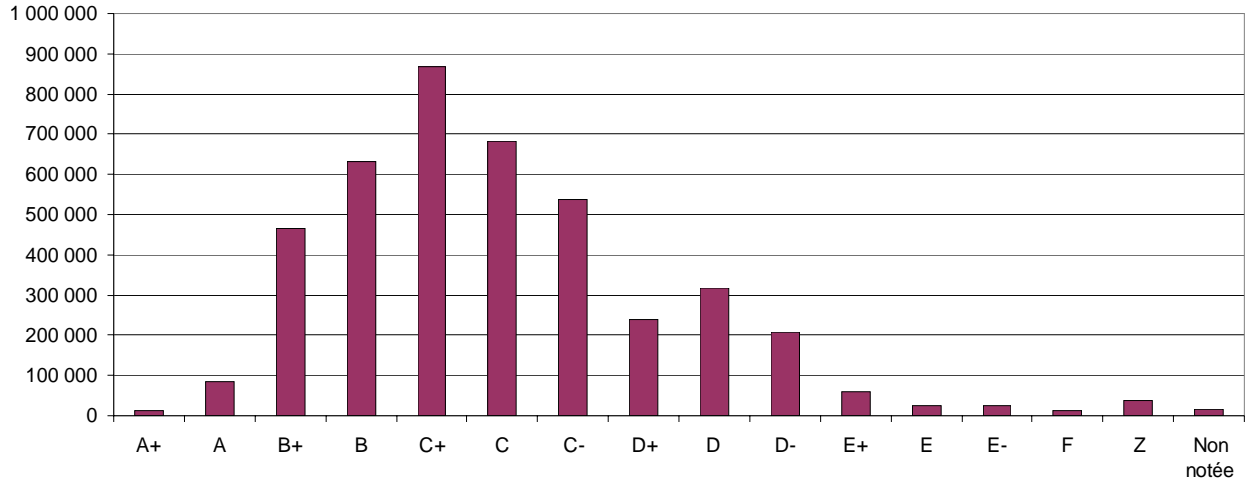
* dont actifs restructurés non dépréciés pour 21,3 millions d'euros

| En millions d'euros | 31.12.2007 | | | | | TOTAL |
|---|-----------------|-----------------|---------------------------------|---------------------------|---|-----------------|
| | Encours bruts | Encours douteux | Dépréciations / Encours douteux | Encours douteux compromis | Dépréciations / Encours douteux compromis | |
| Administrations Centrales | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| Institutions non établissements de crédit | 1 536,6 | 0,3 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 1 536,9 |
| Etablissement de crédit | 690,3 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 690,3 |
| Grandes Entreprises | 4 761,8 | 33,5 | -18,3 | 44,8 | -33,5 | 4 788,4 |
| Clientèle de détail | 10 275,1 | 83,8 | -38,6 | 111,0 | -63,2 | 10 368,1 |
| Total * | 17 263,8 | 117,6 | -56,9 | 155,8 | -96,6 | 17 383,6 |
| Créances rattachées nettes | | | | | | 110,4 |
| Dépréciations sur base collective | | | | | | -44,0 |
| Valeurs nettes au bilan | | | | | | 17 450,0 |

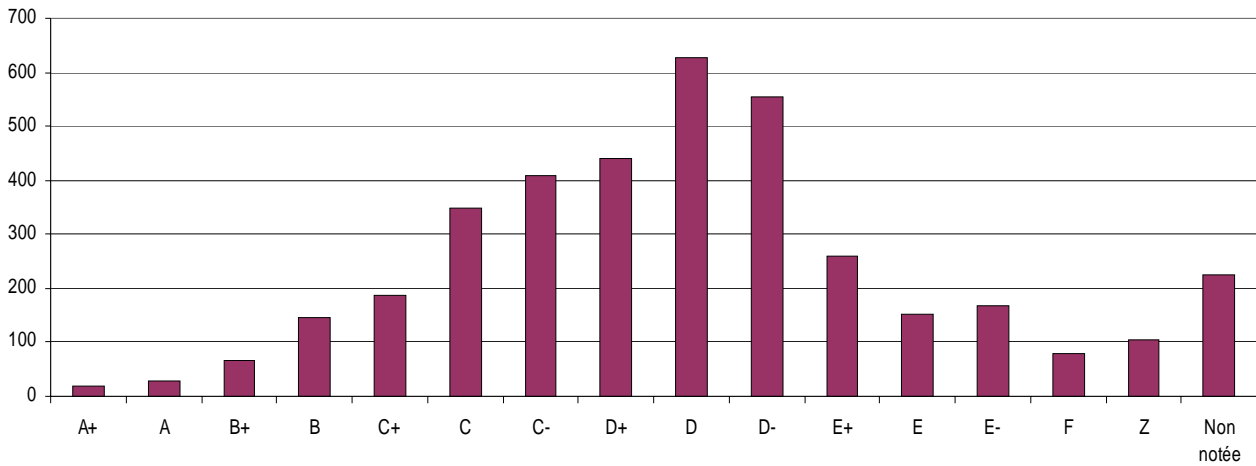
* dont actifs restructurés non dépréciés pour 21,0 millions d'euros

Qualité des encours Corporate (portefeuille Entreprises)

**Répartition de l'engagement en montant (K€) par grade de notation : source OCE
au 30 juin 2008**



**Répartition de l'engagement en nombre de contreparties par grade de notation : source OCE
au 30 juin 2008**



VII - 2 / Risque de marchés

Le **risque de marchés** est le risque que des variations des facteurs de risques de marché tels que les taux d'intérêt ou les valeurs liquidatives des parts d'OPCVM de taux et d'actions, puissent peser sur le compte de résultat ou le bilan de la Caisse régionale.

La **gestion des risques de marchés a pour objectif de gérer et contrôler les expositions au risque de marché afin d'optimiser le rendement des Excédents de Fonds Propres Disponibles de la Caisse régionale, tout en conservant un profil de risque cohérent** avec le statut du Groupe Crédit Agricole SA, en tant qu'établissement financier de premier plan et intervenant en matière de produits et services financiers à destination de sa clientèle.

Les expositions aux risques de marchés sont examinées de façon mensuelle par le Comité Financier, qui s'assure que les contrôles adéquats sont en place et qui fixe les orientations en matière de risques de marché.

Cette organisation a pour objectif de s'assurer que tous les risques de marchés sont regroupés au sein d'unités qui disposent des compétences, des outils et des dispositifs de supervision et de contrôle éthique nécessaires pour les gérer.

Le dispositif de limites relatif au risque de marchés entre dans les normes déterminées par Crédit Agricole S.A. Au niveau de la Caisse régionale de Crédit Agricole Nord de France, **des limites globales par type d'opération, par classe comptable, et par risque ont été adoptées par le Conseil d'administration**. De même, des délégations opérationnelles par type d'opération et classe comptable ont été décidées en Comité Financier. Par ailleurs, une **estimation de la perte financière potentielle maximale** relative à ce risque est réalisée chaque mois selon un scénario catastrophe, afin de mettre en évidence les conséquences d'une évolution défavorable des marchés financiers.

VII - 2 - 1 / Acteurs et organes de contrôle permanent des risques de marché

Le processus d'attribution des limites de marché et l'ensemble du dispositif de contrôle permanent des risques de marché impliquent un certain nombre d'acteurs, de Directions de la Caisse régionale ainsi que de comités spécifiques dont les rôles sont précisés ci-après.

Middle Office

La Caisse Régionale dispose d'une fonction de Middle Office chargée du suivi rapproché des risques de marchés, de l'instruction des limites à destination du Comité Financier, de l'optimisation au jour le jour de l'utilisation des limites, de la résolution des éventuels dépassements identifiés et notifiés au Comité Financier.

La responsable du Middle Office est rattachée hiérarchiquement au Directeur Financier.

Comité Financier

Le comité Financier est un comité qui se réunit mensuellement sous la présidence du Directeur Général de la Caisse régionale ou d'un Directeur Général Adjoint.

Son rôle est d'examiner les questions essentielles relatives au risques de marchés, au portefeuille de titres détenu par la CR au titre de ses Excédents de Fonds Propres Disponibles, aux risques structurels du bilan (taux, liquidité), au ratio de liquidité et au Taux de Cession Interne.

Ce Comité a pour mission de superviser les risques de marchés et les risques de bilan d'une manière systématique, de s'assurer que les contrôles adéquats existent et d'approuver les principales règles qui font partie du dispositif de surveillance.

Le Comité Financier regroupe les principaux responsables des métiers concernés par ces risques : la Direction Générale, le Directeur Financier, le Directeur des Risques et du Contrôle permanent, le Directeur du Marché des Particuliers, le Directeur du Marché des Professionnels et Agriculteurs, le Directeur des Entreprises, le responsable de la Comptabilité, la responsable du Contrôle de Gestion, le Trésorier ainsi que la responsable du Middle Office qui en assure le secrétariat.

Contrôle permanent

Le contrôle permanent des risques de marchés tels qu'ils sont décrits précédemment est du ressort de la Direction des Risques et Contrôles permanents.

Contrôle périodique

Le contrôle périodique des risques de marchés tels qu'ils sont décrits précédemment est du ressort du service Audit et contrôle périodique rattaché à la Direction Générale.

Conseil d'Administration

Le Conseil d'Administration joue pleinement le rôle que lui assigne l'ensemble des dispositions législatives et réglementaires. Les limites de marché sont soumises pour avis au Conseil d'Administration et les principales informations relatives aux risques de marchés et à leur contrôle sont présentées au Conseil d'Administration qui peut ainsi délibérer sur l'ensemble du dispositif de contrôle.

VII - 2 - 2 / Les outils du contrôle permanent des risques de marchés

La Value at Risk

L'un des principaux outils utilisé par la Caisse régionale pour suivre et limiter son exposition au risque de marchés est la Value at Risk (VaR). La Caisse régionale est dotée du modèle développé pour le Groupe Crédit Agricole SA par sa filiale CAAM afin de calculer la VaR.

La VaR est une technique qui permet d'évaluer les pertes potentielles encourues sur les positions de risque du fait de variation de taux et de cours de marché à un horizon de temps déterminé et pour un niveau de probabilité donné. La Caisse régionale calcule la VaR de façon hebdomadaire et le modèle VaR qu'elle utilise, à l'instar du Groupe, se fonde sur des simulations historiques.

Le modèle de simulation historique définit les scénarios futurs possibles à partir de séries temporelles de taux de marché, en tenant compte des interrelations entre les différents marchés et taux. Les variations potentielles de cours de marché sont calculées à partir des données de marché sur un historique de 10 ans (matrice de moyen terme) et de 3 ans (matrice de court terme). **La Caisse régionale calcule la perte maximale sur son portefeuille de titres à un horizon de 1 an avec un seuil de confiance à 95%.**

Bien qu'elle constitue une mesure utile du risque, la VaR doit être appréciée au regard de ses limites.

A titre d'illustration :

- l'utilisation des données historiques comme substitut pour estimer les événements futurs peut ne pas capturer tous les événements potentiels, en particulier ceux qui sont extrêmes par nature.
- par définition, le niveau de probabilité de 95% ne permet pas de prendre en compte les pertes potentielles au delà de ce niveau de probabilité.

Consciente des limites de ce modèle, la Caisse régionale utilise également des scénarii de stress appliqués au portefeuille de titres. Ces scénarii de stress sont définis par la Direction des Risques de Crédit Agricole SA selon les règles et pratiques du Groupe Crédit Agricole SA.

La VaR à 1 an à 95% sur les titres en portefeuille au titre des excédents de Fonds Propres Disponibles s'élevait à 55.2M€ au 30 juin 2008.

La ventilation de la VaR du portefeuille de titres détenu par poche d'actifs est la suivante :

| <i>En millions d'euros</i> | 30 juin 2008 | 31 décembre 2007 |
|----------------------------|--------------|------------------|
| Taux | 4,2 | 10,8 |
| Actions | 45,4 | 50,9 |
| Gestion alternative | 5,6 | 4,7 |
| Total | 55,2 | 66,4 |

Juste valeur et contrôles de vérification des cours

Les instruments financiers comptabilisés à leur juste valeur comprennent notamment les instruments financiers sous option juste valeur, les titres de placement et les instruments financiers dérivés.

Le calcul des justes valeurs constitue par conséquent un élément important des remontées d'informations relatives aux activités de marchés de la Caisse régionale. Toutes les politiques significatives en matière d'évaluation et toute modification de ces politiques doivent être approuvées par les Commissaires aux Comptes.

Les normes internes et remontées d'informations mises en œuvre par la Caisse régionale sont indépendantes des activités de prise de risques. Les services comptable et back office sont chargés en dernier ressort d'enregistrer les justes valeurs communiquées par les contreparties dans les états financiers et de s'assurer au 1^{er} niveau du respect des politiques de Groupe et de l'observation des normes comptables afférentes au Groupe Crédit Agricole S.A.

Opérations de marché

Le risque de marché inhérent au portefeuille de titres détenu par la Caisse régionale est suivi et contrôlé grâce à l'utilisation de techniques complémentaires, telles que la VaR ou les scénarii de stress et catastrophe. Ces méthodologies permettent de quantifier l'impact des mouvements de marché donnés sur les capitaux.

Les autres dispositifs de contrôle consistent à limiter les opérations individuelles à une liste d'instruments autorisés fixée par le Comité Financier et à mettre en œuvre des procédures renforcées d'approbation des nouveaux produits.

Déclaration d'exigence de fonds propres

Selon le règlement CRBF 97-02, la Caisse Régionale est assujettie à la déclaration réglementaire relative à la surveillance prudentielle des risques de marché. L'exigence de Fonds Propres au titre des Risques de Marché calculée par la méthode standard s'élève à 1 233 milliers d'€ au 30/06/2008. Elle porte en totalité sur le portefeuille de négociation (swaps spéculatifs).

VII - 3 / Risques particuliers induits par la crise financière

La Caisse Régionale a souscrit au titre du placement de ses excédents de fonds propres 60 M€ de CDO. Ces produits ont été souscrits pour les 2/3 auprès de CALYON et le solde auprès de LEHMAN BROTHERS et NOMURA. Le portefeuille est réparti sur 6 coupures de 10 M€.

Les valorisations sont suivies au minimum mensuellement et un suivi des noms impliqués est réalisé en complément du suivi de l'émetteur.

Ces titres ont été classés dès l'origine en titres d'investissement car l'intention est de les détenir jusqu'à leur remboursement. Ils ne comportent pas d'exposition aux subprime et n'ont pas d'impact dans les résultats consolidés de la Caisse régionale.

Leur durée initiale est de 5 ans, donc une durée restant à courir inférieure à 3 ans.

| CDO | Bespoke | Prelude 1 | Prelude 2 | Prime Square | Lennox | Nomura |
|--------------------------|----------------|------------------|------------------|---------------------|---------------|---------------|
| Nb de noms | 93 | 125 | 125 | 240 | 225 | 100 |
| Nominal | 10 M€ | 10 M€ | 10 M€ | 10 M€ | 10 M€ | 10 M€ |
| Maturité | 30/12/2012 | 30/06/2010 | 30/06/2010 | 28/12/2009 | 20/03/2011 | 24/12/2012 |
| Notation initiale | A- | A | AA- | A | A | AAA |
| Notation actuelle | BB | BBB- | BBB- | AA | BBB+ | - |

Caractéristiques des expositions sur CDO

| | |
|---|-----------|
| Exposition brute (valeur brute au bilan avant pertes de valeur/dépréciations) | 60 M€ |
| Nature de la tranche (super senior, mezzanine,,junior...) | mezzanine |
| Portefeuille comptable (trading, AFS,...) | HTM |
| Nature des sous-jacents (high grade, mezzanine,...) | corporate |
| Point d'attachement | |
| Nombre de défauts minimum impactant le CDO | 9 |
| Nombre de défauts entraînant la résiliation du CDO | 12 |
| % d'actifs subprime sous-jacents | |
| dont originé en 2005 et avant | 0 |
| en 2006 | 0 |
| en 2007 | 0 |
| % d'actifs Alt-A sous-jacents | |
| | 0 |
| % d'actifs Mid-prime sous-jacents | |
| | 0 |
| Cumul des pertes de valeur et dépréciations enregistrées au compte de résultat au 30/06/08 (depuis origine) dont pertes de valeur et dépréciations sur S1 08 à isoler | |
| | 0 |
| Cumul des variations de valeur enregistrées en capitaux propres au 30/06/08 (depuis origine) dont variations de valeur sur S1 08 à isoler | |
| | 0 |
| % total de décotes des CDO au 30/06/08 (cumul des pertes de valeur et dépréciations comptabilisées au P&L en 2007 et S1 2008/exposition brute au 31/12/07) | |
| | 0 |
| Exposition nette (valeur nette des pertes de valeur et dépréciations) | 0 |

VII - 4 / Gestion du bilan

VII - 4 - 1 / La gestion du risque de taux d'intérêt global

Le **risque de taux** correspond au risque de variation de juste valeur ou au risque de variation de flux de trésorerie futurs d'un instrument financier du fait de l'évolution des taux d'intérêt.

Par la structure de son bilan, la Caisse Régionale Nord de France est exposée défavorablement à la hausse des taux jusqu'à 8-9 ans et à la baisse des taux au delà.

Une mesure et une analyse de l'exposition au risque de taux d'intérêt global sont effectuées chaque trimestre et présentées en Comité Financier. Semestriellement, une présentation de l'exposition de la Caisse Régionale au risque de taux est faite en Conseil d'Administration.

Pour se protéger contre une exposition défavorable aux taux, la Caisse régionale utilise des instruments de couverture. **Cette couverture est composée de 1.530 M€ de swaps actifs et 2.776 M€ de CAP au 30/06/2008.**

Le **suivi du risque de taux se fait chaque trimestre par la méthode des gaps**. L'outil utilisé est le logiciel Cristaux diffusé par Crédit Agricole S.A.. Les limites retenues par la Caisse régionale Nord de France ont été validées par le Conseil d'Administration sur la base des préconisations du Groupe CA S.A..

VII - 4 - 2 / La gestion du risque structurel de prix et de change

Le **risque de prix** résulte de la variation de prix et de volatilité des actions et des matières premières, des paniers d'actions ainsi que des indices sur actions.
Sont notamment soumis à ce risque les titres à revenu variable et les dérivés actions.

VII - 4 - 3 / Risque de liquidité et de financement

Le **risque de liquidité et de financement** désigne la possibilité de subir une perte si l'entreprise n'est pas en mesure de respecter ses engagements financiers en temps opportun et à des prix raisonnables lorsqu'ils arrivent à échéance. Ces engagements comprennent notamment les obligations envers les déposants et les fournisseurs, ainsi que les engagements au titre d'emprunts et de placement.

Le groupe Caisse régionale de Crédit Agricole Nord de France en tant qu'établissement de crédit respecte les exigences en matière de liquidité définies par les textes suivants :

- le règlement CRBF n° 88-01 du 22 février 1988 relatif à la liquidité,
- l'instruction de la Commission bancaire n° 88-03 du 22 avril 1988 relative à la liquidité,
- l'instruction de la Commission bancaire n° 89-03 du 20 avril 1989 relative aux conditions de prise en compte des accords de refinancement dans le calcul de la liquidité.

Le **risque de liquidité est suivi mensuellement**, conformément à la réglementation, par le service Trésorerie de la Direction Financière.

La gestion du risque de liquidité s'inscrit dans le respect des normes du Groupe Crédit Agricole. Afin de suivre le risque de liquidité à moyen et long terme, une impasse de liquidité intra-groupe, calculée trimestriellement, fait l'objet d'une présentation au Comité Financier.

De plus, **des limites ont été mises en place pour suivre le risque de liquidité et de refinancement**. Au 30/06/08, les limites sont les suivantes :

- **Limites de refinancement par avance globale** : l'encours des avances globales doit être inférieur à 50% des réalisations de crédits MLT éligibles auprès de CA S.A.
- **Limites de refinancement de marché** :

| Emission de titres de créances négociables | Plafond en M€ |
|--|---------------|
| CDN | 2 500 |
| BMTN | 1 500 |

- **Coefficient de liquidité supérieur à 110% (conformément au Groupe)** : au 30/06/2008, il ressort à 146%.

VII - 4 - 4 / Politique de couverture

Les instruments financiers dérivés utilisés dans le cadre d'une **relation de couverture** sont désignés en fonction de l'objectif poursuivi

- de couverture de valeur,
- de couverture de résultats futurs,
- de couverture d'un investissement net en devise

Chaque relation de couverture fait l'objet d'une documentation formelle décrivant la stratégie, l'instrument couvert et l'instrument de couverture ainsi que la méthodologie d'appréciation de l'efficacité.

Couverture de juste valeur

Les couvertures de juste valeur modifient le risque de variations de juste valeur d'un instrument à taux fixe causées par des changements de taux d'intérêts. Ces couvertures transforment des actifs ou des passifs à taux fixe en éléments à taux variables.

Les couvertures de juste valeur comprennent notamment la couverture de prêts, de titres, de dépôts et de dettes subordonnées à taux fixe.

La Caisse Régionale est exposée défavorablement à la hausse des taux jusqu'à 8-9 ans et à la baisse des taux au delà. Pour se protéger contre un tel risque, la Caisse Régionale utilise des swaps de macro-couverture qui sont justifiés et documentés selon les normes IAS/IFRS.

La Caisse Régionale de Crédit Agricole Nord de France a mis en place une méthodologie de justification de l'efficacité de la macro-couverture, conformément à ce qui est appliqué dans le groupe Crédit Agricole et telle que préconisée par la norme IAS 39.

Cette méthodologie permet de documenter les relations de couverture sur la base d'échéanciers en encours moyens, de qualifier l'efficacité de la couverture de façon prospective et rétrospective.

Face au développement de la crise financière, la Caisse régionale a diminué son hors bilan de manière significative en soldant des swaps à taux fixe structurés et des swaps de volatilité pour un total de 1 364 millions d'euros. Ces opérations concrétisées opportunément en avril 2008, ont permis à la Caisse régionale de dégager des résultats positifs significatifs (cf note 3.3 en Annexe).

Couverture de flux de trésorerie

Les couvertures de flux de trésorerie modifient notamment le risque inhérent à la variabilité des flux de trésorerie liés à des instruments portant intérêt à taux variable.

Les couvertures de flux de trésorerie comprennent notamment les couvertures de prêts et de dépôts à taux variable.

Ratios réglementaires

Le Comité de la Réglementation Bancaire a instauré des normes qui sous forme de ratios de gestion, s'imposent à l'ensemble des banques françaises.

Pour le Groupe Crédit Agricole Nord-de-France, les fonds propres évalués suivant les normes du Ratio de Solvabilité Européen sur base consolidée s'élèvent à 2 111 M€ au 30 juin 2008.

Les principaux ratios du Groupe sont les suivants :

□ **Le Ratio de Solvabilité Européen**

Selon l'article 1 du règlement CRB n° 91-05, les établissements de crédit sont tenus de respecter un ratio de solvabilité supérieur à 8%. Il vise à s'assurer que leurs fonds propres sont suffisants pour faire face à des pertes importantes dues à la défaillance de leur clientèle. Le Ratio de Solvabilité Européen de la Caisse Régionale s'élève à 12,20% au 30 juin 2008.

□ **Le Coefficient de Liquidité**

Selon les termes du règlement n°88-01 du Comité Réglementaire Bancaire, les établissements de crédit sont tenus de pouvoir faire face en toutes circonstances à leurs engagements. Il doit être au moins égal à 100% pour respecter les normes du Comité Réglementaire Bancaire. La Caisse Régionale Nord de France a un coefficient de liquidité, calculé sur base sociale, de 146% au 30 juin 2008.

□ **Le Return on Equity ROE**

Il correspond au Résultat Net sur le montant des Capitaux Propres. Sur base consolidée, ce rapport est de 7,16%.

□ **Le Return on Asset ROA**

Il représente le montant du Résultat Net sur le total du bilan. Ce rapport est de 0,82% en juin 2008 sur base consolidée.

VII - 5 / La gestion du risque opérationnel

Le **risque opérationnel** correspond à la possibilité de subir une perte découlant d'un processus interne défaillant, d'un système inadéquat, d'une erreur humaine ou d'un événement externe qui n'est pas lié à un risque de crédit, de marché ou de liquidité.

Le dispositif mis en œuvre intègre deux composantes :

- D'une part, une **cartographie des risques** permettant de recenser et de qualifier les risques opérationnels avérés et potentiels,
- D'autre part, la **collecte des incidents survenus**. Cette démarche quantitative et uniquement rétrospective permet de mesurer les fréquences des incidents ainsi que leurs impacts financiers.

Ce dispositif permet d'évaluer le coût du risque opérationnel, d'en analyser l'évolution et les composantes, afin d'établir des priorités en matière d'actions correctrices ou de politique de couverture via la mise en place de polices d'assurance.

Plans de continuité d'activité :

Conformément à la réglementation CRBF 2004-02, la Caisse Régionale Nord de France a nommé, dès 2004, un Responsable des Plans de Continuité d'Activité (RPCA).

Les travaux menés depuis lors ont eu pour objectif de couvrir les 4 zones de risque suivantes :

- Le risque d'interruption consécutif à la survenance d'un sinistre sur le système informatique,
- Le risque d'interruption consécutif à la survenance d'un sinistre immobilier sur le Siège Social de la Caisse régionale,
- Le risque d'interruption consécutif à la survenance d'un sinistre chez un prestataire réalisant une prestation de service essentielle au sens du règlement CRBF 97-02,
- Le risque d'interruption consécutif à l'indisponibilité des acteurs (épidémie, grève etc...).

L'ensemble de ces travaux s'intègre dans le cadre de la politique de continuité d'activité du Groupe Crédit Agricole.

VII - 6 / Les risques de non-conformité

Le **risque de non-conformité** constitue le risque de sanction judiciaire, administrative ou disciplinaires, de perte financière ou d'atteinte à la réputation lié au non-respect de dispositions législatives, réglementaires, professionnelles ou déontologiques propres aux activités bancaires et financières.

La Caisse régionale Nord de France a exercé durant le premier semestre 2008 un contrôle continu sur ses activités. L'organisation et le fonctionnement du dispositif de contrôle interne sont conformes à l'arrêté du 31 mars 2005 modifiant le règlement CRBF n°97-02.

Ainsi, la responsabilité du Contrôle Interne est désormais partagée entre trois fonctions :

- le Responsable de Contrôle Permanent,
- le Responsable du Contrôle de la Conformité,
- le Responsable du Contrôle Périodique.

Le dispositif mis en place, qui s'étend aux entreprises contrôlées de manière exclusive ou conjointe par la Caisse Régionale, repose sur l'indépendance et la spécialisation des contrôles qui se répartissent en trois catégories :

- les **contrôles permanents de premier degré** réalisés par l'encadrement des services ou des agences éventuellement complétés par des contrôles automatiques,
- les **contrôles permanents de deuxième degré** permettant aux services ayant délégué des activités, notamment en agence, de s'assurer du respect des procédures. Un contrôle permanent de second niveau est aussi exercé par des fonctions spécialisées : Contrôle des Risques Crédit, Contrôle Comptable et Financier, Contrôle de la Conformité.
- les **contrôles périodiques par le Service Audit et Contrôle Périodique**, garant de la qualité des contrôles opérés au sein de la Caisse régionale, qui constituent le troisième degré. Ce service est directement rattaché au Directeur Général et agit en toute indépendance dans le cadre d'un cycle pluriannuel.

La coordination des fonctions de contrôle et le suivi du dispositif de Contrôle Interne sont assurés par un **Comité de Contrôle Interne** se réunissant trimestriellement et dont la Présidence est assurée par le Directeur Général.

Les Responsables du Contrôle Interne rendent compte semestriellement au Conseil d'administration de l'activité de contrôle interne au sein de la Caisse régionale et des principales évolutions sur chaque domaine de risque.

La mesure et la surveillance des risques (marché, taux, contrepartie...) sont assurées par des instances telles que le Comité Financier, le Comité des Prêts, le Comité des Risques... , dont les travaux sont régulièrement présentés au Conseil d'administration.

L'essentiel de la **sécurité informatique** est confié au responsable de la Sécurité des Systèmes d'Information (RSSI) du GIE Comète. Il travaille de concert avec le RSSI des Caisses régionales adhérentes.

Le contrôle annuel de la conformité du système d'information a été opéré par l'infogérant, conformément aux obligations contractuelles. Au-delà, des audits d'appréciation du niveau de sécurité du système d'information ont été réalisés par des cabinets extérieurs spécialisés afin de mettre en évidence les éventuelles mesures correctives à mettre en oeuvre.

Le **Responsable du Contrôle de la Conformité**, qui est également Responsable de la Conformité des Services d'Investissement, veille en liaison avec le Responsable Juridique au respect des lois et règlements propres à l'activité bancaire, aux normes professionnelles et déontologiques et aux procédures internes, en concentrant particulièrement ses actions sur la réglementation relative à l'Autorité des Marchés Financiers, la Sécurité Financière et les réglementations en matière de commercialisation des produits.

Au cours du premier semestre 2008, les travaux menés pour permettre à la Caisse régionale de se conformer aux nouvelles obligations législatives et réglementaires se sont poursuivis. Des contrôles ont été réalisés afin de s'assurer du respect des nouvelles procédures mises en place et de la prévention des risques de non conformité.

De même, la validation des nouvelles activités et nouveaux produits ainsi que les traitements des dysfonctionnements remontés au Responsable du Contrôle de la Conformité ont été poursuivis.

Au-delà, afin de renforcer la connaissance de ses clients et la conformité de leur dossier d'entrée en relation, la Caisse régionale a engagé un plan d'actions triennal visant à mettre à jour les données de l'ensemble de ses dossiers clients.

Par ailleurs, une sensibilisation à la Conformité a été diligentée auprès de l'ensemble des collaborateurs de la Caisse régionale.

Enfin, les rapports annuels relatifs d'une part au dispositif de prévention du blanchiment de capitaux et du financement des activités terroristes et d'autre part au respect des dispositions législatives et réglementaires résultant de la transposition de la directive MIF ont été adressés respectivement à la Commission Bancaire et à l'Autorité des Marchés Financiers.

Le Responsable de la Conformité rend compte à la Direction Générale de la cohérence, de l'exhaustivité et de l'efficacité du dispositif de contrôle des risques de non conformité dans le cadre des Comités de Contrôle Interne.

VII - 7 / Assurances et couverture des risques

Dans la perspective d'une protection de son patrimoine et de son résultat, le groupe Caisse régionale de Crédit Agricole Nord de France a souscrit de multiples polices d'assurances telles que des assurances couvrant le risque global de banque (détournements-escroqueries, cambriolages, moyens de paiement...), des assurances contre les préjudices financiers ou encore des assurances multirisques (bureaux, automobiles, machines).

A ces assurances, s'ajoutent des responsabilités civiles (exploitation, courtage, mandataires sociaux) garantissant la protection des partenaires du groupe Caisse régionale de Crédit Agricole Nord de France.

VIII / Perspectives pour le second semestre

Dans le cadre du projet d'entreprise « Ensemble vers 2010 », pour renforcer encore la solidité des fondamentaux de la banque, les équipes s'attachent à mettre en œuvre avec dynamisme et opiniâtreté l'ensemble des actions inscrites dans le plan, parmi lesquelles 50 actions phares seront réalisées en 2008.

Le chemin engagé au cours du premier semestre, traduit par les résultats financiers au 30 juin, permet à la Caisse régionale, malgré le contexte défavorable, de confirmer ses objectifs financiers pour l'ensemble de l'année.

Partie II : Comptes consolidés condensés

CADRE GENERAL

Présentation juridique du groupe Caisse régionale de Crédit Agricole Nord de France

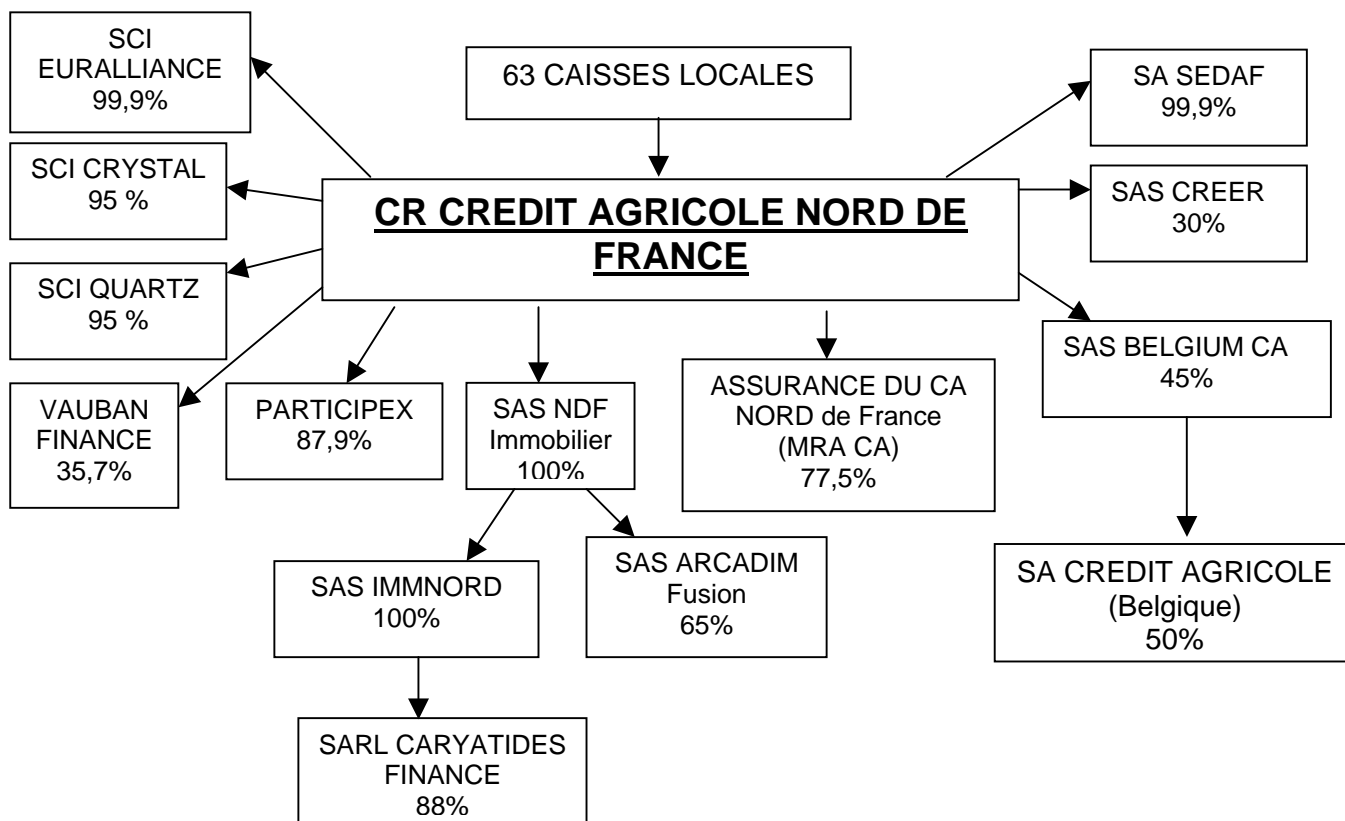
La société tête de groupe est la Caisse régionale de Crédit Agricole Nord de France, société coopérative à capital et personnel variables, dont le siège social est à Lille – 10 avenue Foch, immatriculée au RCS de Lille sous le numéro 440 676 559. Le groupe Caisse régionale de Crédit Agricole Nord de France est une composante du groupe Crédit Agricole.

De par la loi bancaire, la Caisse régionale de Crédit Agricole Nord de France est un établissement de crédit avec les compétences bancaires et commerciales que cela entraîne. Il est soumis à la réglementation bancaire et est régi par le Code Monétaire et Financier et la loi bancaire du 24 janvier 1984 relative au contrôle et à l'activité des établissements de crédit.

Sont rattachées à la Caisse régionale de Crédit Agricole Nord de France, 63 Caisses locales qui constituent des unités distinctes avec une vie juridique propre. Les états financiers consolidés, selon la méthode de l'entité consolidante, incluent les comptes de la Caisse Régionale, les comptes des 63 Caisses locales, ceux de ses principales filiales (SA Crédit Agricole de Belgique, Belgium CA SAS, Assurance du CA Nord de France, Participex, Vauban Finance, SAS Créer, SCI Euralliance, SCI Crystal, SCI Quartz, SAS Immnord, SAS Nord de France Immobilier (ex-JPF), SARL Caryatides Finance, SAS ARCADIM Fusion et SA SEDAF).

Ces sociétés sont consolidées dans les comptes de la Caisse Régionale selon la méthode globale pour les entités sous contrôle exclusif, selon la méthode d'intégration proportionnelle pour les entités sous contrôle conjoint et selon la méthode de la mise en équivalence pour les entités sous influence notable.

Organigramme du groupe Caisse régionale de Crédit Agricole Nord de France



NB : Assurance du CA nord de France détient 5% dans chacune des sociétés Crystal et Quartz
 Le pourcentage d'intérêt de la Caisse régionale de Crédit Agricole Nord de France dans la SA Crédit Agricole de Belgique est de 30%.

COMPTE DE RESULTAT

| (en milliers d'euros) | Notes | 30.06.2008 | 31.12.2007 | 30.06.2007 |
|--|-------|----------------|----------------|----------------|
| Intérêts et produits assimilés | 3.1 | 527 094 | 1 066 397 | 522 951 |
| Intérêts et charges assimilées | 3.1 | -394 199 | - 764 792 | -365 459 |
| Commissions (produits) | 3.2 | 120 379 | 232 820 | 115 383 |
| Commissions (charges) | 3.2 | -20 841 | - 30 699 | -14 564 |
| Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat | 3.3 | 103 401 | - 10 546 | -69 494 |
| Gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente | 3.4 | 65 039 | 100 063 | 89 672 |
| Produits des autres activités | 3.5 | 95 210 | 139 421 | 76 890 |
| Charges des autres activités | 3.5 | -43 508 | - 45 267 | -45 428 |
| PRODUIT NET BANCAIRE | | 452 575 | 687 397 | 309 951 |
| Charges générales d'exploitation | 3.6 | -182 959 | - 335 333 | -165 162 |
| Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles | 3.7 | -10 506 | - 21 755 | -8 882 |
| RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION | | 259 110 | 330 309 | 135 907 |
| Coût du risque | 3.8 | -2 391 | - 29 288 | -7 158 |
| RESULTAT D'EXPLOITATION | | 256 719 | 301 021 | 128 749 |
| Quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence | | 1 081 | 3 142 | 2 256 |
| Gains ou pertes nets sur autres actifs | 3.9 | 1 447 | 3 097 | 213 |
| Variations de valeur des écarts d'acquisition | | | 39 | 33 |
| RESULTAT AVANT IMPOT | | 259 247 | 307 299 | 131 251 |
| Impôts sur les bénéfices | 3.10 | - 77 077 | - 88 036 | -30 075 |
| Résultat net d'impôt des activités arrêtées ou en cours de cession | | | | |
| RESULTAT NET | | 182 170 | 219 263 | 101 176 |
| Intérêts minoritaires | | 2 810 | 5 497 | 1 553 |
| RESULTAT NET – PART DU GROUPE | | 179 360 | 213 766 | 99 623 |

BILAN ACTIF


| <i>(en milliers d'euros)</i> | Notes | 30/06/2008 | 31/12/2007 |
|--|-------|-------------------|-------------------|
| CAISSE, BANQUES CENTRALES | | 111 801 | 116 135 |
| ACTIFS FINANCIERS A LA JUSTE VALEUR PAR RESULTAT | 5.1 | 184 557 | 170 460 |
| INSTRUMENTS DERIVES DE COUVERTURE | | 27 017 | 17 121 |
| ACTIFS FINANCIERS DISPONIBLES A LA VENTE | 5.2 | 1 927 973 | 2 569 323 |
| PRETS ET CREANCES SUR LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT | 5.3 | 1 212 095 | 695 547 |
| PRETS ET CREANCES SUR LA CLIENTELE | 5.3 | 17 603 115 | 16 754 478 |
| ECART DE REEVALUATION DES PORTEFEUILLES COUVERTS EN TAUX | | 53 964 | -4 343 |
| ACTIFS FINANCIERS DETENUS JUSQU'A L'ECHEANCE | | 179 864 | 171 563 |
| ACTIFS D'IMPOTS COURANTS | | 13 855 | 12 305 |
| ACTIFS D'IMPOTS DIFFERES | | 14 330 | 13 224 |
| COMPTES DE REGULARISATION ET ACTIFS DIVERS | | 287 262 | 288 188 |
| ACTIFS NON COURANTS DESTINES A ETRE CEDES | | | |
| PARTICIPATIONS DANS LES ENTREPRISES MISES EN EQUIVALENCE | | 19 067 | 18 038 |
| IMMEUBLES DE PLACEMENT | 5.7 | 95 196 | 95 871 |
| IMMOBILISATIONS CORPORELLES | 5.8 | 156 693 | 153 040 |
| IMMOBILISATIONS INCORPORELLES | 5.8 | 1 490 | 1 539 |
| ECARTS D'ACQUISITION | 5.9 | 111 512 | 111 512 |
| TOTAL DE L'ACTIF | | 21 999 791 | 21 184 001 |

BILAN PASSIF

| (en milliers d'euros) | Notes | 30/06/2008 | 31/12/2007 |
|--|-------|-------------------|-------------------|
| BANQUES CENTRALES, CCP * | | | 708 |
| PASSIFS FINANCIERS A LA JUSTE VALEUR PAR RESULTAT | 5.1 | 392 791 | 520 198 |
| INSTRUMENTS DERIVES DE COUVERTURE | | 36 338 | 33 831 |
| DETTES ENVERS LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT | 5.5 | 11 186 480 | 10 486 867 |
| DETTES ENVERS LA CLIENTELE | 5.5 | 5 278 895 | 4 791 517 |
| DETTES REPRESENTEES PAR UN TITRE | 5.6 | 1 535 224 | 1 531 436 |
| ECART DE REEVALUATION DES PORTEFEUILLES COUVERTS EN TAUX | | 11 292 | - 38 334 |
| PASSIFS D'IMPOTS COURANTS | | 2 974 | |
| PASSIFS D'IMPOTS DIFFERES | | 11 667 | |
| COMPTES DE REGULARISATION ET PASSIFS DIVERS | | 361 521 | 492 558 |
| DETTES LIEES AUX ACTIFS NON COURANTS DESTINES A ETRE CEDES | | | |
| PROVISIONS TECHNIQUES DES CONTRATS D'ASSURANCE | | 80 459 | 57 108 |
| PROVISIONS | 5.10 | 137 849 | 128 763 |
| DETTES SUBORDONNEES | 5.6 | 360 603 | 359 371 |
| CAPITAUX PROPRES | | 2 603 698 | 2 819 978 |
| CAPITAUX PROPRES PART DU GROUPE | | 2 505 930 | 2 722 169 |
| CAPITAL ET RESERVES LIEES | | 567 697 | 549 740 |
| RESERVES CONSOLIDEES ** | | 1 706 769 | 1 529 232 |
| GAINS OU PERTES LATENTS OU DIFFERES | | 52 104 | 429 431 |
| RESULTAT DE L'EXERCICE | | 179 360 | 213 766 |
| INTERETS MINORITAIRES | | 97 768 | 97 809 |
| TOTAL DU PASSIF | | 21 999 791 | 21 184 001 |

+ TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES

| Tableau de variation des capitaux propres (en milliers d'Euros) | Capital et réserves liées | | | Réserves consolidées part du Groupe | Gains/pertes latents ou différés | | | Résultat net part du groupe | Total des capitaux propres part du groupe | Capitaux propres part des minoritaires | Total des capitaux propres consolidés |
|---|---------------------------|---|-------------------------------------|-------------------------------------|----------------------------------|---|---|-----------------------------|---|--|---------------------------------------|
| | Capital | Primes et Réserves liées au capital (1) | Elimination des titres auto-détenus | | Liés aux écarts de conversion | Variation de juste valeur des actifs disponibles à la vente | Variation de juste valeur des dérivés de couverture | | | | |
| Capitaux propres au 31 décembre 2006 | 224 410 | 403 085 | -81 528 | 1 331 863 | 8 | 758 942 | -105 | 224 548 | 2 861 223 | 85 311 | 2 946 534 |
| Changement de méthode comptable | | | | 1 902 | | | | | 1 902 | | 1 902 |
| Capitaux propres au 1 janvier 2007 | 224 410 | 403 085 | -81 528 | 1 333 765 | 8 | 758 942 | -105 | 224 548 | 2 863 125 | 85 311 | 2 948 436 |
| Augmentation de capital | 2 235 | 7 381 | | | | | | | 9 616 | | 9 616 |
| Variation des titres auto détenus | | | | | | | | | | | |
| Affectation résultat 2006 | | | | 194 764 | | | | - 194 764 | | | |
| Dividendes versés en 2007 | | | | | | | | - 29 784 | - 29 784 | | - 29 784 |
| Variation de juste valeur | | | | | | - 80 847 | | | - 80 847 | 199 | - 80 648 |
| Transfert en compte de résultat | | | | | | | | | | | |
| Résultat au 30/06/2007 | | | | | | | | 99 623 | 99 623 | 1 553 | 101 176 |
| Quote-part dans les variations de CP des entreprises associées mises en équivalence | | | | | | | | | | | |
| Variation de l'écart de conversion | | | | | | | | | | | |
| Variation de périmètre | | | | | | | | | | | |
| Autres variations | | | | - 497 | | | | | - 497 | - 3 | - 500 |
| Capitaux propres au 30 juin 2007 | 226 645 | 410 466 | -81 528 | 1 528 032 | 8 | 678 095 | -105 | 99 623 | 2 861 236 | 87 060 | 2 948 296 |
| Variation de capital | - 5 843 | | | | | | | | -5 843 | 3 779 | -2 064 |
| Variation des titres auto détenus | | | | | | | | | | | |
| Dividendes versés en 2007 | | | | | | | | | | - 4 303 | - 4 303 |
| Dividendes reçus des CR et filiales | | | | | | | | | | 2 085 | 2 085 |
| Effet des acquisitions / cessions sur les minoritaires | | | | 236 | | | | | 236 | - 236 | |
| Variation de juste valeur | | | | 900 | | - 248 567 | | | -247 667 | 154 | -247 513 |
| Transfert en compte de résultat | | | | | | | | | | | |
| Résultat au 31/12/2007 | | | | | | | | 114 143 | 114 143 | 3 944 | 118 087 |
| Quote-part dans les variations de CP des entreprises associées mises en équivalence | | | | | | | | | | | |
| Variation de l'écart de conversion | | | | | | | | | | | |
| Variation de périmètre | | | | - 1 131 | | | | | - 1 131 | 5 323 | 4 192 |
| Autres variations | | | | 1 195 | | | | | 1 195 | 3 | 1 198 |
| Capitaux propres au 31 décembre 2007 | 220 802 | 410 466 | - 81 528 | 1 529 232 | 8 | 429 528 | - 105 | 213 766 | 2 722 169 | 97 809 | 2 819 978 |
| Variation de capital | 11 661 | 6 875 | | | | | | | 18 536 | | 18 536 |
| Variation des titres auto détenus | - 579 | | | | | | | | -579 | | -579 |
| Affectation résultat 2007 | | | | 177 176 | | | | - 177 176 | | | |
| Dividendes versés en 2008 | | | | | | | | - 36 590 | -36 590 | - 2 485 | -39 075 |
| Variation de juste valeur | | | | | | - 377 327 | | | -377 327 | -123 | -377 450 |
| Transfert en compte de résultat | | | | | | | | | | | |
| Résultat au 30/06/2008 | | | | | | | | 179 360 | 179 360 | 2 810 | 182 170 |
| Quote-part dans les variations de CP des entreprises associées mises en équivalence | | | | | | | | | | | |
| Variation de l'écart de conversion | | | | | | | | | | | |
| Variation de périmètre | | | | - 125 | | | | | - 125 | -241 | - 366 |
| Autres variations | | | | 486 | | | | | 486 | - 2 | 484 |
| Capitaux propres au 30 juin 2008 | 231 884 | 417 341 | -81 528 | 1 706 769 | 8 | 52 201 | -105 | 179 360 | 2 505 930 | 97 768 | 2 603 698 |

|  TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE | 1er semestre 2008 | 1er semestre 2007 | 2007 |
|---|--------------------------|--------------------------|-------------------|
| <i>(en milliers d'euros)</i> | | | |
| Résultat avant impôts | 259 289 | 131 251 | 307 299 |
| Dotations nettes aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles | 12 423 | 9 941 | 24 249 |
| Dépréciation des écarts d'acquisition et des autres immobilisations | | -33 | 12 |
| Dotations nettes aux provisions | 12 499 | 13 215 | 25 354 |
| Quote-part de résultat liée aux sociétés mises en équivalence | -1 081 | -2 256 | -3 142 |
| Perte nette/gain net des activités d'investissement | -1 297 | 991 | -1 266 |
| (Produits)/charges des activités de financement | 7 837 | 6 756 | 15 560 |
| Autres mouvements | 40 820 | -2 823 | -83 631 |
| Total des éléments non monétaires inclus dans le résultat net avant impôts et des autres ajustements | 71 201 | 25 791 | -22 864 |
| Flux liés aux opérations avec les établissements de crédit | -99 387 | 39 384 | -68 371 |
| Flux liés aux opérations avec la clientèle | -392 480 | -520 772 | -1 274 751 |
| Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs financiers | 74 219 | -161 527 | -1 511 534 |
| Flux liés aux opérations affectant des actifs ou passifs non financiers | -111 494 | 82 354 | 224 648 |
| Impôts versés | -31 979 | -25 482 | -74 216 |
| Autres mouvements | | | |
| Diminution/(augmentation) nette des actifs et passifs provenant des activités opérationnelles | -561 121 | -586 043 | -2 704 224 |
| TOTAL Flux nets de trésorerie générés par l'activité OPERATIONNELLE (A) | -230 631 | -429 001 | -2 419 789 |
| Flux liés aux participations (1) | -30 013 | -129 597 | -216 294 |
| Flux liés aux immobilisations corporelles et incorporelles | -12 655 | -23 308 | -43 992 |
| TOTAL Flux net de trésorerie lié aux opérations d'INVESTISSEMENT (B) | -42 668 | -152 905 | -260 286 |
| Flux de trésorerie provenant ou à destination des actionnaires | 1 928 | -17 492 | -19 004 |
| Autres flux nets de trésorerie provenant des activités de financement (2) | -6 605 | -3 188 | 14 825 |
| TOTAL Flux net de trésorerie lié aux opérations de FINANCEMENT (C) | -4 677 | -20 680 | -4 179 |
| Effet de la variation des taux de change sur la trésorerie et équivalent de trésorerie (D) | | | |
| Augmentation/(diminution) nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie (A + B+ C + D) | -277 976 | -602 586 | -2 684 254 |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture | -935 586 | 1 748 668 | 1 748 668 |
| Caisse, banques centrales (actif & passif) | 115 353 | 193 415 | 193 415 |
| Comptes (actif et passif) et prêts/emprunts à vue auprès des établissements de crédit * | -1 050 939 | 1 555 253 | 1 555 253 |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture | -1 213 562 | 1 146 082 | -935 586 |
| Caisse, banques centrales (actif & passif) | 111 734 | 197 794 | 115 353 |
| Comptes (actif et passif) et prêts/emprunts à vue auprès des établissements de crédit * | -1 325 296 | 948 288 | -1 050 939 |
| VARIATION DE LA TRESORERIE NETTE | -277 976 | 602 586 | -2 684 254 |

* composé du solde des postes « comptes ordinaires débiteurs sains et comptes et prêts au jour le jour sains » tel que détaillés en note 5.3 et des postes « comptes ordinaires créditeurs et comptes et emprunts au jour le jour » tel que détaillés en note 5.5

(1) Cette ligne recense les effets nets sur la trésorerie des acquisitions et des cessions de titres de participation. Au cours du premier semestre 2008, l'impact net des acquisitions sur la trésorerie du groupe s'élève à 30,3 millions d'euros, portant notamment sur l'augmentation de capital de la SAS Nord de France Immobilier pour 29,9 millions d'euros.

(2) Concerne essentiellement les intérêts payés sur les dettes subordonnées

ANNEXES

1. Principes et Méthodes applicables dans le groupe

Les comptes consolidés semestriels résumés du groupe Caisse régionale de Crédit Agricole Nord de France ont été établis conformément aux normes IAS/IFRS et aux interprétations IFRIC telles qu'adoptées par l'Union européenne et applicables au 30 juin 2008.

Celles-ci sont identiques à celles utilisées et décrites dans les états financiers du groupe Caisse régionale de Crédit Agricole Nord de France au 31 décembre 2007, et complétées par les dispositions de la norme IAS 34 relative à l'information financière intermédiaire, qui définit le contenu minimum de cette information, et qui identifie les principes de comptabilisation et d'évaluation devant être appliqués à un rapport financier intermédiaire.

Aucune norme ou interprétation n'est d'application obligatoire pour la première fois sur l'exercice 2008.

Par ailleurs, il est rappelé que lorsque l'application de normes et interprétations est optionnelle sur une période, celles-ci ne sont pas retenues par le Groupe, sauf mention spécifique. Ceci concerne en particulier :

- la norme IFRS 8 issue du règlement du 21 novembre 2007 (CE n° 1358/2007), relative aux secteurs opérationnels et remplaçant la norme IAS 14 relative à l'information sectorielle. Cette norme sera appliquée pour la première fois au 1^{er} janvier 2009.
- l'interprétation IFRIC 11 issue du règlement du 1er juin 2007 (CE n° 611/2007), relative au traitement des actions propres et des transactions intra-groupe dans le cadre de la norme IFRS 2 portant sur le paiement fondé sur des actions. Cette interprétation sera appliquée pour la première fois au 1^{er} janvier 2009.

Le Groupe n'attend pas d'effet significatif de ces applications sur son résultat et sa situation nette.

Le référentiel IFRS adopté par l'Union Européenne et appliqué par le Groupe Crédit Agricole est disponible sur le site de la Commission Européenne, à l'adresse suivante : http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias_fr.htm#adopted-commission.

Les normes et interprétations publiées par l'IASB mais non encore adoptées par l'Union Européenne n'entreront en vigueur d'une manière obligatoire qu'à partir de cette adoption et ne sont donc pas appliquées par le Groupe au 30 juin 2008.

Les comptes semestriels résumés sont destinés à actualiser les informations fournies dans les comptes consolidés au 31 décembre 2007 du groupe Caisse régionale de Crédit Agricole Nord de France et doivent être lus en complément de ces derniers. Aussi, seules les informations les plus significatives sur l'évolution de la situation financière et des performances du groupe Caisse régionale de Crédit Agricole Nord de France sont reproduites dans ces comptes semestriels.

De par leur nature, les évaluations nécessaires à l'établissement des comptes consolidés exigent la formulation d'hypothèses et comportent des risques et des incertitudes quant à leur réalisation dans le futur. Les estimations comptables qui nécessitent la formulation d'hypothèses sont utilisées principalement pour les évaluations réalisées pour les instruments financiers évalués à leur juste valeur, les régimes de retraites et autres avantages sociaux, les moins-values durables, les dépréciations de créances irrécouvrables, les provisions, la dépréciation des écarts d'acquisition et les actifs d'impôts différés.

2. Périmètre de consolidation – parties liées

Le périmètre de consolidation au 30 juin 2008 est présenté de façon détaillée à la fin des notes annexes en note 8.

2.1. Evolutions du périmètre de consolidation de l'exercice

Le périmètre de consolidation au 30 juin 2008 n'a subi aucune évolution par rapport à l'exercice 2007.

2.2. Principales opérations externes réalisées au cours du semestre

La Caisse régionale de Crédit Agricole Nord de France a accordé diverses avances en compte courant à la SAS Rue la Boétie pour un montant global de 154 millions d'euros.

La SAS Rue la Boétie a versé un acompte sur dividende de 44,3 millions d'euros à la Caisse régionale de Crédit Agricole Nord de France.

Après capitalisation des intérêts de compte courant 2006 et 2007 et l'affectation de la quote part de résultat 2007, le montant de l'avance en compte courant accordé à la SCI AGORA par la CRCAM Nord de France s'élève à 1,7 millions d'euros.

2.3. Les écarts d'acquisition

| (en milliers d'euros) | 31.12.2007 | Augmentations (Acquisitions) | Diminutions (Cessions) | Pertes de valeur de la période | Ecart de conversion | Autres mvts | 30.06.2008 |
|-----------------------------------|----------------|---------------------------------|---------------------------|--------------------------------------|------------------------|----------------|----------------|
| <u>Valeur brute</u> | | | | | | | |
| SA Crédit Agricole de Belgique | 42 422 | | | | | | 42 422 |
| SAS NDFI | 8 930 | | | | | | 8 930 |
| SAS ARCADIM FUSION (1) | 21 858 | | | | | | 21 858 |
| SA SEDAF (1) | 38 917 | | | | | | 38 917 |
| <u>Cumul des pertes de valeur</u> | | | | | | | |
| SA Crédit Agricole de Belgique | - 615 | | | | | | - 615 |
| Valeur nette au bilan | 111 512 | | | | | | 111 512 |

(1) en cours d'affectation dans le délai d'un an comme le permet la norme IAS 36

2.4. Parties liées

Sont décrites ci-après les transactions conclues avec les parties liées au cours du 1^{er} semestre 2008 :

- la CRCAM Nord de France a renforcé sa participation dans le capital de la société Participex pour un montant de 136 milliers d'euros portant sa détention à 87,96 %
- la CRCAM Nord de France a participé à l'augmentation de capital de la SAS Nord de France Immobilier à hauteur de 29,97 millions d'euros par apport de 10,82 millions d'euros en numéraire et 19,15 millions par incorporation de son compte courant
- la CRCAM Nord de France a accordé une nouvelle avance en compte courant à la SCI Quartz pour 300 milliers d'euros, les intérêts de l'année 2007 d'un montant de 794 milliers d'euros ont été capitalisés. Le solde du compte courant au 30/06/2008 est ainsi de 20,68 millions d'euros
- les intérêts 2007 de l'avance en compte courant accordée à la SCI Crystal, d'un montant de 1,08 millions d'euros, ont été capitalisés. Le solde du compte courant au 30/06/2008 est ainsi de 27,3 millions d'euros
- la société VAUBAN FINANCE a versé un dividende de 343 milliers d'euros à la Caisse régionale de Crédit Agricole Nord de France

3. Notes relatives au compte de résultat

3.1. Produits et Charges d'intérêts

| <i>(en milliers d'euros)</i> | 30.06.2008 | 31.12.2007 | 30.06.2007 |
|--|-------------------|-------------------|-------------------|
| Sur opérations avec les établissements de crédit | 11 677 | 14 639 | 5 965 |
| Sur opérations internes au Crédit Agricole | 12 757 | 50 031 | 36 968 |
| Sur opérations avec la clientèle | 403 826 | 736 023 | 352 507 |
| Intérêts courus et échus sur actifs financiers disponibles à la vente | 13 857 | 26 950 | 12 968 |
| Intérêts courus et échus sur actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance | 5 018 | 13 042 | 7 223 |
| Intérêts courus et échus des instruments de couverture | 80 019 | 225 434 | 109 384 |
| Sur opérations de location-financement | -60 | 278 | |
| Autres intérêts et produits assimilés | | | -2 065 |
| Produits d'intérêts (1) (2) | 527 094 | 1 066 397 | 522 950 |
| Sur opérations avec les établissements de crédit | - 7 277 | - 12 299 | - 4 639 |
| Sur opérations internes au Crédit Agricole | - 220 106 | - 378 241 | - 173 963 |
| Sur opérations avec la clientèle | - 47 364 | - 52 752 | - 21 625 |
| Actifs financiers disponibles à la vente | - 3 | - 62 | - 19 |
| Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance | | | |
| Sur dettes représentées par un titre | - 40 240 | - 106 126 | - 59 985 |
| Sur dettes subordonnées | - 7 837 | - 15 560 | - 6 756 |
| Intérêts courus et échus des instruments de couverture | - 71 183 | - 199 206 | - 98 216 |
| Sur opérations de location-financement | - 189 | - 546 | - 257 |
| Autres intérêts et charges assimilées | | | |
| Charges d'intérêts | - 394 199 | - 764 792 | - 365 459 |
| (1) dont 6 553 milliers d'euros sur créances dépréciées individuellement | | | |
| (2) dont 3 461 milliers d'euros correspondant à des bonifications reçues de l'Etat | | | |

3.2. Commissions nettes

| <i>(en milliers d'euros)</i> | 30.06.2008 | | |
|--|----------------|-----------------|---------------|
| | Produits | Charges | Net |
| Sur opérations avec les établissements de crédit | 585 | - 213 | 372 |
| Sur opérations internes au Crédit Agricole | 21 586 | - 13 126 | 8 460 |
| Sur opérations avec la clientèle | 46 420 | | 46 420 |
| Sur opérations sur titres | | | |
| Sur opérations de change | 60 | | 60 |
| Sur opérations sur instruments dérivés et autres opérations de hors bilan | 6 770 | - 893 | 5 877 |
| Sur moyens de paiement et autres prestations de services bancaires et financiers | 32 168 | - 5 779 | 26 389 |
| Gestion d'OPCVM, fiducie et activités analogues | 12 790 | - 830 | 11 960 |
| Produits nets des commissions | 120 379 | - 20 841 | 99 538 |

| <i>(en milliers d'euros)</i> | 31.12.2007 | | |
|--|----------------|----------------|----------------|
| | Produits | Charges | Net |
| Sur opérations avec les établissements de crédit | 826 | -353 | 473 |
| Sur opérations internes au Crédit Agricole | 42 325 | -13 333 | 28 992 |
| Sur opérations avec la clientèle | 87 005 | -56 | 86 949 |
| Sur opérations sur titres | | | |
| Sur opérations de change | 106 | | 106 |
| Sur opérations sur instruments dérivés et autres opérations de hors bilan | 7 119 | -1 500 | 5 619 |
| Sur moyens de paiement et autres prestations de services bancaires et financiers | 68 649 | -13 491 | 55 158 |
| Gestion d'OPCVM, fiducie et activités analogues | 26 790 | -1 966 | 24 825 |
| Produits nets des commissions | 232 820 | -30 699 | 202 121 |

| <i>(en milliers d'euros)</i> | 30.06.2007 | | |
|--|----------------|----------------|----------------|
| | Produits | Charges | Net |
| Sur opérations avec les établissements de crédit | 436 | -168 | 268 |
| Sur opérations internes au Crédit Agricole | 20 262 | -5 479 | 14 783 |
| Sur opérations avec la clientèle | 42 703 | -56 | 42 647 |
| Sur opérations sur titres | | | 0 |
| Sur opérations de change | 49 | | 49 |
| Sur opérations sur instruments dérivés et autres opérations de hors bilan | 3 472 | -780 | 2 692 |
| Sur moyens de paiement et autres prestations de services bancaires et financiers | 22 758 | -1 094 | 21 664 |
| Gestion d'OPCVM, fiducie et activités analogues | 25 703 | -6 987 | 18 716 |
| Produits nets des commissions | 115 383 | -14 564 | 100 819 |

3.3. Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat

| (en milliers d'euros) | 30.06.2008 | 31.12.2007 | 30.06.2007 |
|--|----------------|-----------------|-----------------|
| Dividendes reçus | | | |
| Plus ou moins values latentes ou réalisées sur actif/passif à la juste valeur par résultat par nature | 110 416 | - 28 848 | - 53 858 (1) |
| Plus ou moins values latentes ou réalisées sur actif/passif à la juste valeur par résultat par option | -12 679 | 11 213 | |
| Solde des opérations de change et instruments financiers assimilés (hors résultat des couvertures d'investissements nets des activités à l'étranger) | 636 | 1 781 | 901 |
| Résultat de la comptabilité de couverture | 5 028 | 5 308 | -16 537 |
| Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat | 103 401 | - 10 546 | - 69 494 |

(1) ventilation par nature / par option non disponible

Profit net ou perte nette résultant de la comptabilité de couverture

Le résultat de la comptabilité de couverture se décompose comme suit :

| (en milliers d'euros) | 30.06.2008 | | |
|--|---------------|----------------|--------------|
| | Profits | Pertes | Net |
| Couvertures de juste valeur | 17 665 | -17 769 | -104 |
| Variations de juste valeur des éléments couverts attribuables aux risques couverts | 7 998 | -12 567 | - 4569 |
| Variations de juste valeur des dérivés de couverture (y compris cessations de couvertures) | 9 667 | -5 202 | 4 465 |
| Couvertures de flux de trésorerie | | | |
| Variations de juste valeur des dérivés de couverture – partie inefficace | | | |
| Couvertures d'investissements nets dans une activité à l'étranger | 81 | -81 | 0 |
| Variations de juste valeur des dérivés de couverture – partie inefficace | 81 | -81 | 0 |
| COUVERTURES DE LA JUSTE VALEUR DE L'EXPOSITION AU RISQUE DE TAUX D'INTERET D'UN PORTEFEUILLE D'INSTRUMENTS FINANCIERS | 48 741 | -43 609 | 5 132 |
| Variations de juste valeur des éléments couverts | 13 930 | | 13 930 |
| Variations de juste valeur des dérivés de couverture | 34 811 | -43 609 | -8 798 |
| COUVERTURES DE L'EXPOSITION DES FLUX DE TRESORERIE D'UN PORTEFEUILLE D'INSTRUMENTS FINANCIERS AU RISQUE DE TAUX D'INTERET | | | |
| Variations de juste valeur de l'instrument de couverture – partie inefficace | | | |
| CESSATION DE LA COMPTABILITE DE COUVERTURE DANS LE CAS D'UNE COUVERTURE DE FLUX DE TRESORERIE | | | |
| Total Résultat de la comptabilité de couverture | 66 487 | -61 459 | 5 028 |

| <i>(en milliers d'euros)</i> | 31.12.2007 | | |
|--|---------------|-----------------|--------------|
| | Profits | Pertes | Net |
| Couvertures de juste valeur | 13 668 | - 13 627 | 41 |
| Variations de juste valeur des éléments couverts attribuables aux risques couverts | 5 430 | - 9 294 | - 3 864 |
| Variations de juste valeur des dérivés de couverture (y compris cessations de couvertures) | 8 238 | - 4 333 | 3 905 |
| Couvertures de flux de trésorerie | | | |
| Variations de juste valeur des dérivés de couverture – partie inefficace | | | |
| Couvertures d'investissements nets dans une activité à l'étranger | 490 | - 565 | - 75 |
| Variations de juste valeur des dérivés de couverture – partie inefficace | 490 | - 565 | - 75 |
| COUVERTURES DE LA JUSTE VALEUR DE L'EXPOSITION AU RISQUE DE TAUX D'INTERET D'UN PORTEFEUILLE D'INSTRUMENTS FINANCIERS | 71 359 | - 66 017 | 5 342 |
| Variations de juste valeur des éléments couverts | 19 456 | | 19 456 |
| Variations de juste valeur des dérivés de couverture | 51 903 | - 66 017 | - 14 114 |
| COUVERTURES DE L'EXPOSITION DES FLUX DE TRESORERIE D'UN PORTEFEUILLE D'INSTRUMENTS FINANCIERS AU RISQUE DE TAUX D'INTERET | | | |
| Variations de juste valeur de l'instrument de couverture – partie inefficace | | | |
| CESSATION DE LA COMPTABILITE DE COUVERTURE DANS LE CAS D'UNE COUVERTURE DE FLUX DE TRESORERIE | | | |
| Total Résultat de la comptabilité de couverture | 85 517 | - 80 209 | 5 308 |

| <i>(en milliers d'euros)</i> | 30.06.2007 | | |
|--|---------------|----------------|----------------|
| | Profits | Pertes | Net |
| Couvertures de juste valeur | 12 323 | -12 307 | 16 |
| Variations de juste valeur des éléments couverts attribuables aux risques couverts | 4 474 | -12 307 | -7 833 |
| Variations de juste valeur des dérivés de couverture (y compris cessations de couvertures) | 7 849 | | 7 849 |
| Couvertures de flux de trésorerie | | | |
| Variations de juste valeur des dérivés de couverture – partie inefficace | | | |
| Couvertures d'investissements nets dans une activité à l'étranger | 189 | -235 | -46 |
| Variations de juste valeur des dérivés de couverture – partie inefficace | 189 | -235 | -46 |
| COUVERTURES DE LA JUSTE VALEUR DE L'EXPOSITION AU RISQUE DE TAUX D'INTERET D'UN PORTEFEUILLE D'INSTRUMENTS FINANCIERS | 45 175 | -61 682 | -16 507 |
| Variations de juste valeur des éléments couverts | 30 892 | | 30 892 |
| Variations de juste valeur des dérivés de couverture | 14 283 | -61 682 | -47 399 |
| COUVERTURES DE L'EXPOSITION DES FLUX DE TRESORERIE D'UN PORTEFEUILLE D'INSTRUMENTS FINANCIERS AU RISQUE DE TAUX D'INTERET | | | |
| Variations de juste valeur de l'instrument de couverture – partie inefficace | | | |
| CESSATION DE LA COMPTABILITE DE COUVERTURE DANS LE CAS D'UNE COUVERTURE DE FLUX DE TRESORERIE | | | |
| Total Résultat de la comptabilité de couverture | 57 687 | -74 224 | -16 537 |

3.4. Gains ou pertes nets sur Actifs financiers disponibles à la vente

| (en milliers d'euros) | 30.06.2008 | 31.12.2007 | 30.06.2007 |
|---|---------------|----------------|---------------|
| Dividendes reçus | 46 835 | 47 463 | 46 684 |
| Plus ou moins values de cession réalisées sur actifs financiers disponibles à la vente | 17 917 | 52 948 | 43 008 |
| Pertes sur titres dépréciés durablement (titres à revenu variable) | -50 | -364 | - 36 |
| Plus ou moins values de cession réalisées sur actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance et sur prêts et créances | 337 | 16 | 16 |
| Gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente | 65 039 | 100 063 | 89 672 |

3.5. Produits et charges nets des autres activités

| (en milliers d'euros) | 30.06.2008 | 31.12.2007 | 30.06.2007 |
|---|---------------|---------------|---------------|
| Gains ou pertes sur immobilisations hors exploitation | 30 | 77 | |
| Participation aux résultats des assurés bénéficiaires de contrats d'assurance | | | |
| Autres produits nets de l'activité d'assurance | 31 579 | 24 338 | 30 427 |
| Variation des provisions techniques des contrats d'assurance | - 23 351 | -9 335 | - 27 254 |
| Produits nets des immeubles de placement | - 2 254 | -2 503 | - 1 110 |
| Autres produits (charges) nets | 45 698 | 81 577 | 29 399 |
| Produits (charges) des autres activités | 51 702 | 94 154 | 31 462 |

3.6. Charges générales d'exploitation

| (en milliers d'euros) | 30.06.2008 | 31.12.2007 | 30.06.2007 |
|---|----------------|----------------|----------------|
| Charges de personnel | 104 265 | 188 267 | 95 374 |
| Impôts et taxes | 6 848 | 10 472 | 4 788 |
| Services extérieurs et autres charges | 71 846 | 136 594 | 65 000 |
| Charges générales d'exploitation | 182 959 | 335 333 | 165 162 |

Détail des charges de personnel

| (en millions d'euros) | 30.06.2008 | 31.12.2007 | 30.06.2007 |
|--|----------------|----------------|---------------|
| Salaires et traitements | 57 289 | 102 115 | 50 253 |
| Cotisation au titre des retraites (régimes à cotisations définies) | 4 665 | 8 711 | 4 385 |
| Cotisation au titre des retraites (régimes à prestations définies) | 1 829 | 3 366 | 1 631 |
| Autres charges sociales | 19 717 | 38 551 | 17 800 |
| Intéressement et participation | 15 420 | 24 442 | 15 837 |
| Impôts et taxes sur rémunération | 5 345 | 11 082 | 5 468 |
| Total charges de personnel | 104 265 | 188 267 | 95 374 |

3.7. Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles

| (en milliers d'euros) | 30.06.2008 | 31.12.2007 | 30.06.2007 |
|--|---------------|---------------|--------------|
| Immobilisations corporelles et incorporelles d'exploitation | | | |
| Dotations aux amortissements | 10 506 | 21 755 | 8 882 |
| Dotations aux dépréciations | | | |
| Total | 10 506 | 21 755 | 8 882 |

3.8. Coût du risque

| (en milliers d'euros) | 30.06.2008 | 31.12.2007 | 30.06.2007 |
|--|----------------|----------------|-----------------|
| Dotations aux provisions et aux dépréciations | -39 626 | -72 048 | - 36 337 |
| Actifs financiers disponibles à la vente | | | |
| Prêts et créances | -35 079 | -60 580 | -35 726 |
| Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance | | | |
| Autres actifs | -162 | -213 | |
| Engagements par signature | -3 906 | -8 213 | |
| Risques | -479 | -3 042 | -611 |
| Reprises de provisions et de dépréciations | 38 108 | 50 397 | 36 939 |
| Actifs financiers disponibles à la vente | | 1 | |
| Prêts et créances | 27 911 | 43 627 | 36 683 |
| Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance | | | |
| Autres actifs | 127 | 268 | |
| Engagements par signature | 7 576 | 6 058 | |
| Risques | 2 494 | 443 | 256 |
| Dotations nettes de reprises des dépréciations et provisions | -1 518 | -21 651 | 602 |
| Plus ou moins values de cession réalisées sur actifs financiers disponibles à la vente | | | - 3 |
| Pertes /prêts et créances irrécouvrables non dépréciés | -1 508 | -8 278 | - 7 846 |
| Récupérations sur prêts et créances amorties | 977 | 1 874 | 754 |
| Pertes /Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance | | | |
| Décote sur crédits restructurés | -342 | -1 233 | - 665 |
| Pertes sur engagements par signature | | | |
| Autres pertes | | | |
| Coût du risque | -2 391 | -29 288 | - 7 158 |

3.9. Gains ou pertes nets sur autres actifs

| <i>(en milliers d'euros)</i> | 30.06.2008 | 31.12.2007 | 30.06.2007 |
|--|--------------|--------------|------------|
| Immobilisations corporelles et incorporelles d'exploitation | 1 447 | 3 097 | 213 |
| Plus-values de cession | 1 531 | 3 101 | 213 |
| Moins-values de cession | -84 | - 4 | |
| Titres de capitaux propres consolidés | | | |
| Plus-values de cession | | | |
| Moins-values de cession | | | |
| Gains ou pertes sur autres actifs | 1 447 | 3 097 | 213 |

3.10. Impôts

Charge d'impôt :

| <i>(en milliers d'euros)</i> | 30.06.2008 | 31.12.2007 | 30.06.2007 |
|-------------------------------------|-----------------|-----------------|-----------------|
| Charge d'impôt courant | - 38 542 | - 85 960 | - 55 187 |
| Charge d'impôt différé | - 38 535 | - 2 076 | 25 112 |
| Charge d'impôt de la période | - 77 077 | - 88 036 | - 30 075 |

Réconciliation du taux d'impôt théorique avec le taux d'impôt constaté

| <i>(en milliers d'euros)</i> | Base | Taux d'impôt | Impôt |
|--|---------|---------------|-----------------|
| Résultat avant impôt, dépréciations d'écarts d'acquisitions et résultats des sociétés mises en équivalence | 255 356 | 34,43% | - 87 919 |
| Effet des différences permanentes | | | 13 720 |
| Effet des différences de taux d'imposition des entités étrangères | | | 53 |
| Effet du régime d'exonération des sociétés de capital risque | | | - 431 |
| Effet des pertes de l'exercice, de l'utilisation des reports déficitaires et des différences temporaires | | | - 246 |
| Effet de l'imposition à taux réduit | | | 1 381 |
| Impôt sur intérêts minoritaires | | | - 967 |
| Effet des autres éléments | | | - 2 668 |
| Taux et charge effectif d'impôt | | 30,18% | - 77 077 |

4. Informations sectorielles

Information sectorielle par pôles d'activité

Les transactions entre les pôles d'activité sont conclues à des conditions de marché.

| (en milliers d'euros) | 30.06.2008 | 31.12.2007 | 30.06.2007 |
|---|---------------------|---------------------|---------------------|
| | Banque de proximité | Banque de proximité | Banque de proximité |
| Produit net bancaire | 452 575 | 687 397 | 309 951 |
| Charges de fonctionnement | -193 465 | - 357 088 | - 174 044 |
| Résultat brut d'exploitation | 259 110 | 330 309 | 135 907 |
| Coût du risque | -2 391 | - 29 288 | - 7 158 |
| Résultat d'exploitation | 256 719 | 301 021 | 128 749 |
| Quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence | 1 081 | 3 142 | 2 256 |
| Gains ou pertes nets sur autres actifs | 1 447 | 3 097 | 213 |
| Variations de valeur des écarts d'acquisition | | 39 | 33 |
| Résultat avant impôt | 259 247 | 307 299 | 131 251 |
| Impôts sur les bénéfices | - 77 077 | - 88 036 | - 30 075 |
| Gains ou pertes nets des activités arrêtées | | | |
| Résultat net | 182 170 | 219 263 | 101 176 |
| Intérêts minoritaires | 2 810 | 5 497 | 1 553 |
| Résultat net part du Groupe | 179 360 | 213 766 | 99 623 |

Au 30 juin 2008, la part des activités assurances dans le résultat représente 2,3 millions d'euros.

5. Notes relatives au bilan au 30 juin 2008

5.1. Actifs et Passifs financiers à la juste valeur par résultat

Actifs financiers à la juste valeur par résultat

| <i>(en milliers d'euros)</i> | 30.06.2008 | 31.12.2007 |
|---|-------------------|-------------------|
| Actifs financiers détenus à des fins de transaction | 108 036 | 73 076 |
| Actifs financiers à la Juste Valeur par résultat sur option | 76 521 | 97 384 |
| Juste valeur au bilan | 184 557 | 170 460 |
| <i>Dont Titres prêtés</i> | | |

Actifs financiers détenus à des fins de transaction

| <i>(en milliers d'euros)</i> | 30.06.2008 | 31.12.2007 |
|--|-------------------|-------------------|
| Créances sur les établissements de crédit | | |
| Créances sur la clientèle | | |
| Titres reçus en pension livrée | | |
| Titres détenus à des fins de transaction | 4 323 | 4 338 |
| - Effets publics et valeurs assimilées | | |
| - Obligations et autres titres à revenu fixe | | |
| - Actions et autres titres à revenu variable | | |
| Instruments dérivés | 103 713 | 68 738 |
| Juste valeur au bilan | 108 036 | 73 076 |

Actifs financiers à la Juste Valeur par résultat sur option

| <i>(en milliers d'euros)</i> | 30.06.2008 | 31.12.2007 |
|--|-------------------|-------------------|
| Créances sur les établissements de crédit | | |
| Créances sur la clientèle | | |
| Actifs représentatifs de contrats en unités de comptes | | |
| Valeurs reçues en pension | | |
| Titres reçus en pension livrée | | |
| Titres détenus à des fins de transaction | | |
| - Effets publics et valeurs assimilées | | |
| - Obligations et autres titres à revenu fixe | 29 934 | 32 862 |
| - Actions et autres titres à revenu variable | 46 587 | 64 522 |
| Créances rattachées | | |
| Juste valeur au bilan | 76 521 | 97 384 |

Passifs financiers à la juste valeur par résultat

| <i>(en milliers d'euros)</i> | 30.06.2008 | 31.12.2007 |
|--|----------------|----------------|
| Passifs financiers détenus à des fins de transaction | 70 923 | 76 182 |
| Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option | 321 868 | 444 016 |
| Juste valeur au bilan | 392 791 | 520 198 |

Passifs financiers détenus à des fins de transaction

| <i>(en milliers d'euros)</i> | 30.06.2008 | 31.12.2007 |
|--|---------------|---------------|
| Titres vendus à découvert | | |
| Dettes représentées par un titre | | |
| Titres donnés en pension livrée | | |
| Dettes envers la clientèle | | |
| Dettes envers les établissements de crédit | | |
| Instruments dérivés | 70 923 | 76 182 |
| Juste valeur au bilan | 70 923 | 76 182 |

Passifs financiers à la Juste Valeur par résultat sur option

| <i>(en milliers d'euros)</i> | 30.06.2008 | | 31.12.2007 | |
|-----------------------------------|-----------------------|--|-----------------------|--|
| | Juste valeur au bilan | Différence entre valeur comptable et montant dû à l'échéance | Juste valeur au bilan | Différence entre valeur comptable et montant dû à l'échéance |
| Dépôts d'établissements de crédit | | | | |
| Autres dépôts | | | | |
| Titres de dette | | | | |
| Passifs subordonnés | 321 868 | 8 132 | 444 016 | 15 984 |
| Autres passifs financiers | | | | |
| Total | 321 868 | 8 132 | 444 016 | 15 984 |

5.2. Gains et pertes latents sur actifs financiers disponibles à la vente

| <i>(en milliers d'euros)</i> | 30.06.2008 | | | 31.12.2007 |
|--|------------------|----------------|-----------------|------------------|
| | Juste valeur | Gains latents | Pertes latentes | Juste valeur |
| Effets publics et valeurs assimilées | 172 374 | 180 | 5 148 | 253 041 |
| Obligations et autres titres à revenu fixe | 956 143 | 38 752 | 46 273 | 1 241 544 |
| Actions et autres titres à revenu variable | 74 717 | 7 072 | 356 | 9 958 |
| Titres de participation non consolidés | 715 852 | 60 114 | 2 958 | 1 056 923 |
| Créances disponibles à la vente | | | | |
| Créances rattachées | 8 887 | | | 7 857 |
| Valeur au bilan des actifs financiers disponibles à la vente | 1 927 973 | 106 118 | 54 735 | 2 569 323 |
| Impôts différés | | 16 095 | 17 195 | |
| Gains et pertes latents sur actifs financiers disponibles à la vente (net IS) | | 90 023 | 37 540 | |

5.3. Prêts et créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle

Prêts et créances sur les établissements de crédit

| (en milliers d'euros) | 30.06.2008 | 31.12.2007 |
|---|------------------|----------------|
| Etablissements de crédit | | |
| Comptes et prêts | 616 034 | 354 177 |
| dont comptes ordinaires débiteurs sains | 284 372 | 104 413 |
| dont comptes et prêts au jour le jour sains | 331 662 | 249 764 |
| Valeurs reçues en pension | | |
| Titres reçus en pension livrée | | |
| Prêts subordonnés | 2 038 | 2 038 |
| Autres prêts et créances | | |
| Total | 618 072 | 356 215 |
| Créances rattachées | 1 978 | 2 212 |
| Dépréciations | | |
| Valeur nette | 620 050 | 358 427 |
| Opérations internes au Crédit Agricole | | |
| Comptes ordinaires | 44 616 | 30 772 |
| Comptes et avances à terme | 537 877 | 303 291 |
| Prêts subordonnés | | |
| Total | 582 493 | 334 063 |
| Créances rattachées | 9 552 | 3 057 |
| Dépréciations | | |
| Valeur nette | 592 045 | 337 120 |
| Valeur nette au bilan | 1 212 095 | 695 547 |

Prêts et créances sur la clientèle

| (en milliers d'euros) | 30.06.2008 | 31.12.2007 |
|---|-------------------|-------------------|
| Opérations avec la clientèle | | |
| Créances commerciales | 25 104 | 21 305 |
| Autres concours à la clientèle | 17 204 477 | 16 560 908 |
| Titres reçus en pension livrée | | |
| Prêts subordonnés | 61 400 | 61 400 |
| Titres non cotés sur un marché actif | 4 719 | 4 589 |
| Créances nées d'opérations d'assurance directe | | |
| Créances nées d'opérations de réassurance | | |
| Avances en comptes courants d'associés | 234 928 | 61 945 |
| Comptes ordinaires débiteurs | 123 250 | 99 587 |
| Total | 17 653 878 | 16 809 734 |
| Créances rattachées | 158 911 | 164 060 |
| Dépréciations | -247 467 | - 255 606 |
| Valeurs nettes au bilan | 17 565 322 | 16 718 188 |
| Opérations de location financement | | |
| Location-financement immobilier | | |
| Location-financement mobilier, location simple et opérations assimilées | 38 903 | 37 156 |
| Total | 38 903 | 37 156 |
| Créances rattachées | 1 | |
| Dépréciations | -1 111 | - 866 |
| Valeurs nettes au bilan | 37 793 | 36 290 |
| Total | 17 603 115 | 16 754 478 |

Prêts et créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle par agent économique

| (en milliers d'euros) | 30.06.2008 | | | | | Total |
|---|-------------------|-------------------------------|---|---------------------------|---|-------------------|
| | Encours sains * | Encours douteux non compromis | dépréciations / encours douteux non compromis | Encours douteux compromis | dépréciations / encours douteux compromis | |
| Administrations centrales | | | | | | |
| Institutions non établissements de crédit | 1 734 460 | 1 252 | -92 | | | 1 735 620 |
| Etablissements de crédit | 1 200 565 | | | | | 1 200 565 |
| Grandes Entreprises | 5 007 544 | 34 859 | -15 899 | 43 070 | -28 041 | 5 041 533 |
| Clientèle de détail | 10 665 253 | 95 664 | -41 420 | 110 679 | -62 578 | 10 767 598 |
| Total | 17 407 257 | 131 775 | -57 411 | 153 749 | -90 619 | 18 745 316 |
| Créances rattachées nettes | | | | | | 111 841 |
| Provisions collectives | | | | | | -41 947 |
| Valeurs nettes au bilan | | | | | | 18 815 210 |

* dont actifs restructurés non dépréciés pour 21 287 milliers d'euros

| (en milliers d'euros) | 31.12.2007 | | | | | |
|--|--------------------|-------------------------------|---|---------------------------|---|-------------------|
| | Encours sains * | Encours douteux non compromis | dépréciations / encours douteux non compromis | Encours douteux compromis | dépréciations / encours douteux compromis | Total |
| Administrations centrales Institutions non établissements de crédit | 1 536 611 | 291 | | | | 1 536 902 |
| Etablissements de crédit | 690 278 | | | | | 690 278 |
| Grandes Entreprises | 4 761 786 | 33 474 | -18 281 | 44 836 | -33 454 | 4 788 361 |
| Clientèle de détail | 10 275 111 | 83 794 | -38 621 | 110 987 | -63 187 | 10 368 084 |
| Total | 17 263 786 | 117 559 | -56 902 | 155 823 | -96 641 | 17 383 625 |
| Créances rattachées nettes | | | | | | 110 377 |
| Provisions collectives | | | | | | -43 977 |
| Valeurs nettes au bilan | | | | | | 17 450 025 |

* dont actifs restructurés non dépréciés pour 20 966 milliers d'euros

5.4. Dépréciations inscrites en déduction d'actifs financiers

| (en milliers d'euros) | 31.12.2007 | Variation de périmètre | Dotations | Reprises | Ecart de conversion | Autres mouvements | 30.06.2008 |
|--|----------------|------------------------|---------------|----------------|---------------------|-------------------|----------------|
| Créances sur établissements de crédit | | | | | | | |
| Créances clientèle | 255 606 | | 40 645 | -48 577 | | -208 | 247 466 |
| <i>Dont provisions collectives</i> | 43 977 | | 1 117 | -3 147 | | | 41 947 |
| Opérations de location financement | 866 | | 189 | 60 | | -4 | 1 111 |
| Titres détenus jusqu'à l'échéance | | | | | | | |
| Actifs financiers disponibles à la vente | 4 180 | | 50 | -66 | | | 4 164 |
| Autres actifs financiers | 746 | | 163 | -127 | | -42 | 740 |
| Total des dépréciations d'actifs financiers | 261 398 | | 41 047 | -48 710 | | -254 | 253 481 |

5.5. Dettes envers les établissements de crédit et la clientèle

Dettes envers les établissements de crédit

| (en milliers d'euros) | 30.06.2008 | 31.12.2007 |
|---|-------------------|-------------------|
| Etablissements de crédit | | |
| Comptes et emprunts | 279 517 | 239 295 |
| dont comptes ordinaires créditeurs | 1 423 | 378 |
| dont comptes et emprunts au jour le jour | 278 094 | 238 917 |
| Valeurs données en pension | | |
| Titres donnés en pension livrée | | |
| Total | 279 517 | 239 295 |
| Dettes rattachées | 2 380 | 3 200 |
| Valeur au bilan | 281 897 | 242 495 |
| Opérations internes au Crédit Agricole | | |
| Comptes ordinaires créditeurs | 1 660 035 | 1 192 638 |
| Comptes et avances à terme | 9 190 645 | 9 013 007 |
| Total | 10 850 680 | 10 205 645 |
| Dettes rattachées | 53 903 | 38 727 |
| Valeur au bilan | 10 904 583 | 10 244 372 |
| Valeur au bilan des dettes envers les établissements de crédit | 11 186 480 | 10 486 867 |

Dettes envers la clientèle

| (en milliers d'euros) | 30.06.2008 | 31.12.2007 |
|---|------------------|------------------|
| Comptes ordinaires créditeurs | 2 749 204 | 2 844 394 |
| Comptes d'épargne à régime spécial | 1 004 009 | 978 704 |
| Autres dettes envers la clientèle | 1 495 617 | 956 296 |
| Titres donnés en pension livrée | | |
| Dettes nées d'opérations d'assurance directe | | |
| Dettes nées d'opérations de réassurance | | |
| Dettes pour dépôts d'espèces reçus des cessionnaires et rétrocessionnaires en représentation d'engagements techniques | | |
| Total | 5 248 830 | 4 779 394 |
| Dettes rattachées | 30 065 | 12 123 |
| Valeur au bilan | 5 278 895 | 4 791 517 |

5.6. Dettes représentées par un titre et dettes subordonnées

| (en milliers d'euros) | 30.06.2008 | 31.12.2007 |
|--|------------------|------------------|
| Dettes représentées par un titre | | |
| Bons de caisse | 407 145 | 417 882 |
| Titres du marché interbancaire | | |
| Titres de créances négociables : | | |
| . Émis en France | 1 106 900 | 1 097 219 |
| . Émis à l'étranger | | |
| Emprunts obligataires | | |
| Autres dettes représentées par un titre | | |
| Total | 1 514 045 | 1 515 101 |
| Dettes rattachées | 21 179 | 16 335 |
| Valeur au bilan | 1 535 224 | 1 531 436 |
| Dettes subordonnées | | |
| Dettes subordonnées à durée déterminée | 352 836 | 354 946 |
| Dettes subordonnées à durée indéterminée | | |
| Dépôt de garantie à caractère mutuel | | |
| Titres et emprunts participatifs | | |
| Total | 352 836 | 354 946 |
| Dettes rattachées | 7 767 | 4 425 |
| Valeur au bilan | 360 603 | 359 371 |

5.7. Immeubles de placement

| (en milliers d'euros) | 31.12.2007 | Variations de périmètre | Augmentations (Acquisitions) | Diminutions (Cessions et échéances) | Ecart de conversion | Autres mouvements | Solde 30.06.2008 |
|--------------------------------|---------------|-------------------------|------------------------------|-------------------------------------|---------------------|-------------------|------------------|
| Immeubles de placement | | | | | | | |
| Valeur brute | 109 149 | | 1 418 | | | - 158 | 110 409 |
| Amortissements & dépréciations | - 13 278 | | - 2 254 | | | 319 | - 15 213 |
| Valeur nette au bilan | 95 871 | | - 836 | | | 161 | 95 196 |

Y compris immeubles de placement donnés en location simple

5.8. Immobilisations corporelles et incorporelles (hors écarts d'acquisition)

| (en milliers d'euros) | 31.12.2007 | Variations de périmètre | Augmentations (Acquisitions, regroupements d'entreprises) | Diminutions (Cessions et échéances) | Ecart de conversion | Autres mouvements | Solde 30.06.2008 |
|---|----------------|-------------------------|---|-------------------------------------|---------------------|-------------------|------------------|
| Immobilisations corporelles d'exploitation | | | | | | | |
| Valeur brute | 335 253 | | 25 018 | - 29 643 | | - 3 | 330 625 |
| Créances rattachées (1) | | | | | | | |
| Amortissements & Provisions (2) | - 182 213 | - 10 | - 9 843 | 18 114 | | 20 | - 173 932 |
| Valeur nette au bilan | 153 040 | - 10 | 15 175 | - 11 529 | | 17 | 156 693 |
| Immobilisations incorporelles | | | | | | | |
| Valeur brute | 28 961 | | 616 | -92 | | | 29 485 |
| Amortissements & dépréciations | - 27 422 | | - 663 | 92 | | - 2 | - 27 995 |
| Valeur nette au bilan | 1 539 | | - 47 | 0 | | - 2 | 1 490 |
| (1) loyers courus non échus sur les immobilisations données en location simple (2) y compris amortissements sur immobilisations données en location simple | | | | | | | |

5.9. Ecarts d'acquisition

Le tableau détaillant ce poste est présenté dans le chapitre Périmètre de consolidation en note 2.3

5.10. Provisions

| (en milliers d'euros) | 31.12.2007 | Variations de périmètre | Dotations | Reprises utilisées | Reprises non utilisées | Autres Mvts (b) | 30.06.2008 |
|---|----------------|-------------------------|---------------|--------------------|------------------------|-----------------|----------------|
| Engagements sociaux (retraites) et assimilés (a) | 15 652 | | 427 | - 391 | - 193 | - 23 | 15 472 |
| Risques d'exécution des engagements par signature (1) | 16 073 | | 3 906 | - 354 | - 7 222 | | 12 403 |
| Risques fiscaux (2) | 597 | | 3 044 | - 175 | - 94 | 76 | 3 448 |
| Risques sur les produits épargne logement | 21 590 | | 2 190 | | | | 23 780 |
| Risque opérationnel (3) | 7 700 | | 373 | | - 214 | | 7 859 |
| Litiges divers | 11 650 | | 5 585 | - 29 | - 2 665 | - 857 | 13 684 |
| Impôts différés (GIE Fiscaux) | 50 066 | | 6 621 | - 223 | | | 56 464 |
| Autres risques (4) | 5 435 | | 820 | - 175 | - 2 217 | 876 | 4 739 |
| Provisions | 128 763 | | 22 966 | - 1 347 | - 12 605 | 72 | 137 849 |
| (a) dont 14 061 k€ au titre des avantages postérieurs à l'emploi sur des régimes à prestations définies, dont 1 312 k€ au titre de la provision pour médailles du travail (b) en général, il s'agit de reclassements | | | | | | | |

(1) Ces provisions sont constituées en couverture de risques d'exécution d'engagements de financement donnés, d'engagements de garantie donnés ou de risques sur autres engagements.

(2) Provisions couvrant des redressements fiscaux déjà notifiés.

(3) La provision pour risque opérationnel est destinée à couvrir les risques d'insuffisance de conception, d'organisation et de mise en œuvre de procédures d'enregistrement dans le système comptable et plus généralement dans les systèmes d'information de l'ensemble des événements relatifs aux opérations de l'établissement. Ces risques significatifs concernent notamment les traitements inhérents aux moyens de paiement.

(4) Chacune des provisions est évaluée après un examen attentif et individuel des risques de contreparties.

Provision épargne logement :

Encours collectés au titre des comptes et plans d'épargne-logement sur la phase d'épargne

| <i>(en milliers d'euros)</i> | 30.06.2008 | 31.12.2007 |
|---|------------------|------------------|
| Plans d'épargne logement | | |
| Ancienneté de moins de 4 ans | | |
| Ancienneté de plus de 4 ans et de moins de 10 ans | 1 648 760 | 1 501 998 |
| Ancienneté de plus de 10 ans | 1 096 494 | 1 347 992 |
| Total plans d'épargne logement | 2 745 254 | 2 849 990 |
| Total comptes d'épargne logement | 464 830 | 462 788 |
| Total encours collectés au titre des contrats épargne logement | 3 210 084 | 3 312 778 |

L'ancienneté est déterminée par rapport à la date de milieu d'existence de la génération des plans à laquelle ils appartiennent.

Les encours de collecte sont des encours sur base d'inventaire à fin mai 2008 et hors prime d'état

Encours de crédits octroyés au titre des comptes et plans d'épargne-logement

| <i>(en milliers d'euros)</i> | 30.06.2008 | 31.12.2007 |
|--|----------------|----------------|
| Plans d'épargne logement | 39 484 | 42 427 |
| Comptes d'épargne logement | 128 351 | 127 602 |
| Total encours de crédits en vie octroyés au titre des contrats épargne logement | 167 835 | 170 029 |

Provision au titre des comptes et plans d'épargne-logement

| <i>(en milliers d'euros)</i> | 30.06.2008 | 31.12.2007 |
|---|---------------|---------------|
| Plans d'épargne logement | | |
| Ancienneté de moins de 4 ans | | |
| Ancienneté de plus de 4 ans et de moins de 10 ans | 5 910 | 3 460 |
| Ancienneté de plus de 10 ans | 5 110 | 6 420 |
| Total plans d'épargne logement | 11 020 | 9 880 |
| Total comptes d'épargne logement | 12 760 | 11 710 |
| Total provision au titre des contrats épargne logement | 23 780 | 21 590 |

L'ancienneté est déterminée par rapport à la date de milieu d'existence de la génération des plans à laquelle ils appartiennent

5.11 Capitaux propres

➤ Composition du capital au 30 juin 2008

Au 30 juin 2008, la répartition du capital et des droits de vote était la suivante :

| Répartition du capital de la Caisse régionale | Titres au 01.01.2008 | Titres émis | Titres remboursés | Titres au 30.06.2008 | Droits de vote |
|--|----------------------|----------------|-------------------|----------------------|----------------|
| Certificats Coopératifs d'investissements (CCI) | 15 421 985 | | | 15 883 673 | |
| Dont part du Public | 15 421 985 | 461 688 | | 15 883 673 | |
| Dont part Crédit Agricole S.A. | | | | | |
| Dont part auto détenue | | | | | |
| Certificats Coopératifs d'associés (CCA) | 14 300 815 | | | 14 300 815 | |
| Dont part du Public | | | | | |
| Dont part Crédit Agricole S.A. | 14 300 815 | | | 14 300 815 | |
| Parts sociales | 26 730 915 | | | 26 730 915 | |
| Dont 63 Caisses Locales | 26 730 450 | | | 26 730 450 | 95,09% |
| Dont 26 administrateurs de la CR | 455 | | | 455 | 4,12% |
| Dont Crédit Agricole S.A. | 10 | | | 10 | 0,79% |
| Total | 56 453 715 | 461 688 | | 56 915 403 | 100% |

La valeur nominale des actions est de 3,05 euros et le montant du capital est 173 592 milliers d'euros. Ces actions sont entièrement libérées.

➤ Résultat par action

Les capitaux propres de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Nord de France sont composés de parts sociales, de CCI et de CCA.

Conformément aux dispositions de l'article 14 de la loi n° 47-1775 du 10 septembre 1947 relative au statut de la coopération, la rémunération des parts sociales est au plus égale au taux moyen de rendement des obligations des sociétés privées publiées par le ministre chargé de l'économie.

La rémunération des CCI et CCA est quant à elle fixée annuellement par l'assemblée générale des sociétaires et doit être au moins égale à celle des parts sociales.

Par conséquent, du fait des particularités liées au statut des sociétés coopératives à capital variable portant tant sur la composition des capitaux propres qu'aux caractéristiques de leur rémunération, les dispositions de la norme IAS 33 relative à la communication du résultat par action, sont inappropriées.

➤ Distribution

Les montants relatifs aux distributions figurent dans le tableau de variation des capitaux propres.

Au titre de l'exercice 2007, l'Assemblée générale de la Caisse Régionale Nord de France a approuvé le versement d'un dividende net par action de 1,15 euros.

| (en euros) | 2003 | 2004 | 2005 | 2006 | 2007 |
|--------------------------|------------|------------|------------|------------|------------|
| Dividende net par action | 3.60 | 4.00 | 0.85 | 0.94 | 1.15 |
| Dividende global | 20 943 132 | 23 270 148 | 24 524 531 | 27 634 459 | 34 181 219 |

6. Engagements de financement et de garantie

| <i>En milliers d'euros</i> | 30.06.2008 | 31.12.2007 |
|--|-------------------|-------------------|
| Engagements donnés | | |
| Engagements de financement | 3 832 980 | 3 620 550 |
| . Engagements en faveur d'établissements de crédit | 4 500 | 28 795 |
| . Engagements en faveur de la clientèle | 3 828 480 | 3 591 755 |
| Ouverture de crédits confirmés | 2 457 936 | 2 856 238 |
| - <i>Ouverture de crédits documentaires</i> | 18 586 | 14 528 |
| - <i>Autres ouvertures de crédits confirmés</i> | 2 439 350 | 2 841 710 |
| Autres engagements en faveur de la clientèle | 1 370 544 | 735 517 |
| Engagements de garantie | 597 091 | 489 164 |
| . Engagements d'ordre d'établissement de crédit | | |
| <i>Confirmations d'ouverture de crédits documentaires</i> | | |
| <i>Autres garanties</i> | | |
| . Engagements d'ordre de la clientèle | 597 091 | 489 164 |
| <i>Cautions immobilières</i> | 197 088 | 221 832 |
| <i>Garanties financières</i> | 144 460 | 117 289 |
| <i>Autres garanties d'ordre de la clientèle</i> | 255 543 | 150 043 |
| Engagements reçus | | |
| Engagements de financement | 70 901 | 11 942 |
| . Engagements reçus d'établissements de crédit | 70 901 | 11 942 |
| . Engagements reçus de la clientèle | | |
| Engagements de garantie | 3 027 459 | 3 026 882 |
| . Engagements reçus d'établissements de crédit | 383 773 | 510 345 |
| . Engagements reçus de la clientèle | 2 643 686 | 2 516 537 |
| Garanties reçues des administrations publiques et assimilées | 355 135 | 406 262 |
| Autres garanties reçues | 2 288 551 | 2 110 275 |

7. Événements postérieurs à fin de la période intermédiaire

Aucun événement postérieur significatif n'est à signaler.

8. Périmètre de consolidation au 30 juin 2008

La Caisse Régionale de Crédit Agricole Nord de France

| Adresse | Président |
|-----------------|--------------|
| 10, avenue Foch | 59020 Lille |
| | Paul BERNARD |

Les Caisses Locales :

Méthode de consolidation : intégration globale

| Caisses Locales | Adresse | Ville | Présidents |
|-----------------|-------------------------------|--------------------------|-----------------------|
| AIRE | 1/5, Rue d'Arras | 62922 AIRE SUR LA LYS | ALLOUCHERY Daniel |
| ARLEUX | 34, rue Fily | 59151 ARLEUX | MASCAUX Henri |
| ARMENTIERES | 32, place Saint Vaast | 59280 ARMENTIERES | LESCAILLET Louis |
| ARRAS | 19, Grand Place | 62000 ARRAS | TRIPLET Hubert |
| AUBERCHICOURT | 7, place Jean Jaurès | 59580 ANICHE | VANDEBUSSCHE Pierre |
| AUBIGNY | 1, Place du Manoir | 62690 AUBIGNY EN ARTOIS | LHERBIER Maurice |
| AUDRUICQ | 9, Place Belle Roze | 62610 ARDRES | ADAM Michel |
| AULNOYE | 17, rue Jean Jaurès | 59620 AULNOYE | LAFFINEUR Anne |
| AVESNES | 77, Grand Rue | 62810 AVESNES LE COMTE | MARTIN Guy |
| AVESNES/HELPE | 4, rue Vauban | 59440 AVESNES/HELPE | ROSELEUR Jean-Pierre |
| BAILLEUL | 16, rue d'Ypres | 59270 BAILLEUL | ASSEMAN Philippe |
| BAPAUME | 16, Route de Douai | 62450 BAPAUME | TRUFFAUX Philippe |
| BAVAY | 40, rue Pierre Mathieu | 59570 BAVAY | CABARET Michel |
| BERGUES | 26, rue Nationale | 59380 BERGUES | BRYGO Bernard |
| BETHUNE | 159, Place du Maréchal Joffre | 62401 BETHUNE | DURIEZ Pierre |
| BONDUES/MARCQ | 1906, avenue De Gaulle | 59910 BONDUES | PACORY Bernard |
| BOUCHAIN | 26, esplanade Ch. de Gaulle | 59111 BOUCHAIN | HOUDART Henri |
| BOULOGNE/MER | 83 à 85, Bd Mariette | 62 200 BOULOGNE/MER | PARENTY Daniel |
| BOURBOURG | 13, rue Pasteur | 59630 BOURBOURG | DAMBRE Jacques |
| BRUAY | 76, Rue Jules Guesde | 62700 BRUAY | RAOULT Jean-Marie |
| BUCQUOY | 18, Grand Place | 62760 PAS EN ARTOIS | CARON Pierre-Yves |
| CALAIS | 77, Bd Lafayette | 62102 CALAIS | CALAIS Patrice |
| CAMBRAI | 27, rue de Nice | 59400 CAMBRAI | FONTAINE Henri |
| CARNIERES | 9, rue Karl Marx | 59129 AVESNES lez AUBERT | DENEUBOURG Jean-Marie |
| CASSEL | 61, rue Moeneclay | 59670 CASSEL | FRANCHOIS Emmanuel |
| CLARY | 11, rue Gambetta | 59540 CAUDRY | GAVE Philippe |
| CONDE/ESCAUT | 47, rue Gambetta | 59163 CONDE/ESCAUT | DUBRULLE José |
| CYSOING | 42, rue Léon Gambetta | 59830 CYSOING | LEMAIRE Paul |
| DESVRES | 10, Rue des Potiers | 62240 DESVRES | PENIGUEL Christian |
| DOUAI | 179, rue de Paris | 59505 DOUAI | VION Marie-Madeleine |
| FREVENT | 2, place Jean Jaurès | 62270 FREVENT | DUCROQUET Thierry |
| GUINES | 29, Rue G Clémenceau | 62340 GUINES | CALAIS Thierry |
| HAUT PAYS | 25, Place Jean Jaurès | 62380 LUMBRES | ROLIN Stéphane |
| HAZEBROUCK | 5, rue de l'Eglise | 59190 HAZEBROUCK | WYCKAERT Jacques |
| HENIN | 16, Rue du 8 mai | 62200 CARVIN | LOBRY Jean-Pierre |
| HESDIN | 1, Place d'Armes | 62140 HESDIN | FIOLET Michele |
| LA BASSEE | 5, rue du Général Leclercq | 59480 LA BASSEE | DELMAERE Marc |

| Caisses Locales | Adresse | Ville | Présidents |
|----------------------|------------------------------|-------------------------|-------------------------|
| LE CATEAU | 36/38, rue Jean-Jaurès | 59360 LE CATEAU | LESAGE Jean-Luc |
| LE QUESNOY | 8/12, rue Henri Weibel | 59530 LE QUESNOY | CAFFIERI Maurice |
| LENS | 27, Rue René Lannoy | 62301 LENS | CANEL Michel |
| LILLE | 44 à 46, rue Nationale | 59800 LILLE | LEFEBVRE Didier |
| LILLERS | 9, Rue du Commerce | 62190 LILLERS | LECLERCQ Alain |
| MARCHIENNES | 41, rue Pasteur | 59490 SOMAIN | DERAM Michel |
| MARCOING | 15, rue de la République | 59159 MARCOING | COLAR Pierre-Yves |
| MARQUISE | 12, Rue Pasteur | 62250 MARQUISE | TETTART Philippe |
| MAUBEUGE | 40, avenue de France | 59600 MAUBEUGE | CATON Daniel |
| MERVILLE | 11, rue des Capucins | 59660 MERVILLE | DELASSUS Julien |
| MONTREUIL | 32, Place du Gal de Gaulle | 62170 MONTREUIL | DEBRUYNE Etienne |
| ORCHIES | 1, place Léon Gambetta | 59310 ORCHIES | DEBAERE André |
| PERNES | 29, Grand Place | 62550 PERNES | BLANCKAERT Jean-Pierre |
| PONT A MARCQ | 102, rue nationale | 59710 PONT A MARCQ | SPRIET Thérèse |
| QUESNOY/DEULE | 3, rue du Général Leclercq | 59890 QUESNOY/DEULE | CATRY Albert |
| SAINT AMAND LES EAUX | 34, rue d'Orchies | 59230 ST AMAND les EAUX | PRUVOT Alfred |
| SAINT POL | 4, Place Verdun | 62130 SAINT POL | GOSSE DE GORRE Bertrand |
| SAINT-OMER | 26, Place Foch | 62502 SAINT-OMER | PRUVOST André |
| SECLIN | 31, place du Gal de Gaulle | 59113 SECLIN | COLLETTE Yves |
| SOLESMES | 53, rue de la République | 59730 SOLESMES | POTTIER Jean-Pierre |
| STEENVOORDE | 33, place Norbert Segard | 59114 STEENVOORDE | DECLERCK Jean-Claude |
| TRELON | 7/9, rue Saint-Louis | 59610 FOURMIES | BERTRAND Gérard |
| VALENCIENNES | 15, avenue d'Amsterdam | 59300 VALENCIENNES | CATTIAU Jean-Claude |
| VILLENEUVE D'ASCQ | 30, Bd du Comte Montalembert | 59650 VILLENEUVE d'ASCQ | BRABANT Hervé |
| WATTRELOS | 40, rue Carnot | 59150 WATTRELOS | DUHIN Gérard |
| WORMHOUT | 42, place du Gal de Gaulle | 59470 WORMHOUT | BAILLIE Claire |

SAS Belgium CA

Méthode de consolidation : intégration proportionnelle

| Adresse | % de contrôle | % d'intérêt |
|----------------------------|--------------------------------|--------------------------------|
| 10 avenue Foch 59020 Lille | 45,0% en 2008 45,0% en 2007 | 45,0% en 2008 45,0% en 2007 |

SA Crédit Agricole de Belgique

Méthode de consolidation : intégration proportionnelle

| Adresse | % de contrôle | % d'intérêt |
|--|--------------------------------|----------------------------|
| Boulevard Sylvain Dupuis, 251 1070 Bruxelles | 22,5% en 2008 22,5% en 2007 | 30% en 2008 30% en 2007 |

SA MRA

Méthode de consolidation : intégration globale

| Adresse | % de contrôle | % d'intérêt |
|----------------------------|--------------------------------|--------------------------------|
| 10 avenue Foch 59020 Lille | 77,5% en 2008 77,5% en 2007 | 77,5% en 2008 77,5% en 2007 |

SCI Euralliance Europe

Méthode de consolidation : intégration globale

| Adresse | % de contrôle | % d'intérêt |
|----------------------------|--------------------------------|--------------------------------|
| 10 avenue Foch 59020 Lille | 99,9% en 2008 99,9% en 2007 | 99,9% en 2008 99,9% en 2007 |

SCI CRYSTAL Europe

Méthode de consolidation : intégration globale

| Adresse | % de contrôle | % d'intérêt |
|----------------------------|------------------------------|--------------------------------|
| 10 avenue Foch 59020 Lille | 100% en 2008 100% en 2007 | 98,9% en 2008 98,9% en 2007 |

SCI QUARTZ Europe

Méthode de consolidation : intégration globale

| Adresse | % de contrôle | % d'intérêt |
|----------------------------|------------------------------|--------------------------------|
| 10 avenue Foch 59020 Lille | 100% en 2008 100% en 2007 | 98,9% en 2008 98,9% en 2007 |

SAS IMM NORD

Méthode de consolidation : intégration globale

| Adresse | % de contrôle | % d'intérêt |
|------------------------------------|------------------------------|------------------------------|
| 24/26 Boulevard Carnot 59000 Lille | 100% en 2008 100% en 2007 | 100% en 2008 100% en 2007 |

SAS NORD DE FRANCE IMMOBILIER (ex- SAS JPF)

Méthode de consolidation : intégration globale

| Adresse | % de contrôle | % d'intérêt |
|------------------------------------|------------------------------|------------------------------|
| 24/26 Boulevard Carnot 59000 Lille | 100% en 2008 100% en 2007 | 100% en 2008 100% en 2007 |

SARL CARYATIDES Finance

Méthode de consolidation : intégration globale

| Adresse | % de contrôle | % d'intérêt |
|------------------------------------|----------------------------|----------------------------|
| 24/26 Boulevard Carnot 59000 Lille | 88% en 2008 88% en 2007 | 88% en 2008 88% en 2007 |

SAS ARCADIM Fusion

Méthode de consolidation : intégration globale

| Adresse | % de contrôle | % d'intérêt |
|-------------------------------|----------------------------|----------------------------|
| 128 rue Solferino 59000 Lille | 65% en 2008 65% en 2007 | 65% en 2008 65% en 2007 |

SA SEDAF

Méthode de consolidation : intégration globale

| Adresse | % de contrôle | % d'intérêt |
|---|--------------------------------|--------------------------------|
| 330 avenue de Brigode 59650 Villeneuve d'Ascq | 99,9% en 2008 99,9% en 2007 | 99,9% en 2008 99,9% en 2007 |

SA PARTICIPEX

Méthode de consolidation : intégration globale

| Adresse | % de contrôle | % d'intérêt |
|--|--------------------------------|--------------------------------|
| Palais de la Bourse – Place du théâtre 59000 Lille | 87,9% en 2008 87,2% en 2007 | 87,9% en 2008 87,6% en 2007 |

Vauban Finance

Méthode de consolidation : mise en équivalence

| Adresse | % de contrôle | % d'intérêt |
|-----------------------------------|--------------------------------|--------------------------------|
| 15 avenue Victor Hugo 75116 Paris | 35,7% en 2008 35,7% en 2007 | 35,7% en 2008 35,7% en 2007 |

SAS Créer

Méthode de consolidation : mise en équivalence

| Adresse | % de contrôle | % d'intérêt |
|--------------------------------------|----------------------------|----------------------------|
| 40 boulevard Saly 59300 Valenciennes | 30% en 2008 30% en 2007 | 30% en 2008 30% en 2007 |

Les Filiales du Crédit Agricole de Belgique

Méthode de consolidation : intégration proportionnelle

| Filiales | Adresse |
|---|-----------------------------------|
| Fédération des Caisses du Crédit Agricole de Belgique | Blvd S Dupuis 251 - Bruxelles |
| SC ECUPA | Blvd S Dupuis 251 - Bruxelles |
| CV LANBOKAS | Blvd S Dupuis 251 - Bruxelles |
| SC AGRICAISSE | Blvd S Dupuis 251 - Bruxelles |
| CV DIVILAN | Blvd S Dupuis 251 - Bruxelles |
| CV RENTALAN | Blvd S Dupuis 251 - Bruxelles |
| CV INTERLAN | Blvd S Dupuis 251 - Bruxelles |
| CV INVELAN | Blvd S Dupuis 251 - Bruxelles |
| SC DIVICAS | Blvd S Dupuis 251 - Bruxelles |
| SC RENTACAS | Blvd S Dupuis 251 - Bruxelles |
| SC AGRICAS | Blvd S Dupuis 251 - Bruxelles |
| SA Crédit Agricole Assurance | Blvd S Dupuis 251 - Bruxelles |
| KEYTRADE BANK | Blvd du Souverain 100 - Bruxelles |
| EUROPABANK | Burgstraat 170 - Gent |
| SA REAGRA | Av de la Gare 65 - Luxembourg |

Partie III : Déclaration des personnes responsables

Je soussigné, Alain DIEVAL, Directeur Général du Crédit Agricole Nord de France, déclare assumer la responsabilité du rapport financier semestriel, et atteste qu'à ma connaissance :

- les comptes sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la Caisse régionale de Crédit agricole Nord de France, et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation,
- et que le rapport semestriel d'activité présente un tableau fidèle des informations mentionnées à l'article 222-6 du Règlement Général de l'Autorité des Marchés Financiers.

A Lille,
Le 27 août 2008

Le Directeur Général

Alain DIEVAL

Partie IV : Rapport des contrôleurs légaux sur l'examen limité des
comptes

KPMG AUDIT
7, BOULEVARD ALBERT EINSTEIN
44311 NANTES CEDEX 3
FRANCE

MAZARS & GUERARD
61, RUE HENRI REGNAULT
92400 COURBEVOIE
FRANCE

CAISSE REGIONALE DE CREDIT
AGRICOLE MUTUEL NORD DE FRANCE

Rapport des commissaires aux
comptes sur l'information
financière semestrielle 2008

Comptes semestriels consolidés résumés
Période du 1^{er} janvier au 30 juin 2008

Période du 1^{er} janvier au 30 juin 2008
Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Nord de France
10, avenue Foch - 59000 Lille
Ce rapport contient 3 pages
Référence : FN-083-23

KPMG AUDIT
7, BOULEVARD ALBERT EINSTEIN
44311 NANTES CEDEX 3
FRANCE

MAZARS & GUERARD
61, RUE HENRI REGNAULT
92400 COURBEVOIE
FRANCE

Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Nord de France

Siège social : 10, avenue Foch - 59000 Lille
Capital social : 173 591 979 €

Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle 2008

Période du 1^{er} janvier au 30 juin 2008

Mesdames, Messieurs les Sociétaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée générale et en application des articles L. 232-7 du Code de commerce et L.451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Nord de France, relatifs à la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2008, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité du Conseil d'Administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

1. Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France.

Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en oeuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Nord de France

*Rapport des commissaires aux comptes sur l'information
financière semestrielle 2008*

Le 26 août 2008

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés résumés avec la norme IAS 34, norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

2. Vérification spécifique

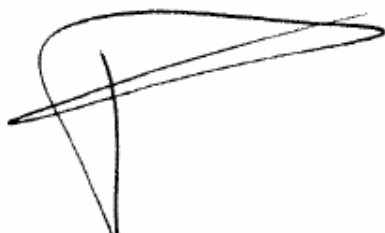
Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés résumés.

Fait à Nantes et Courbevoie, le 26 août 2008

Les commissaires aux comptes,

KPMG AUDIT
DEPARTEMENT DE KPMG S.A.



FRANCK NOEL
ASSOCIE

MAZARS & GUERARD



ANNE VEAUTE
ASSOCIEE